

UNIVERSITE DE PARIS. — FACULTE DE DROIT

LE NÉO SAINT-SIMONISME et la Vie Sociale d'aujourd'hui

THESE

POUR LE DOCTORAT

*présentée et soutenue devant la Faculté de Droit
de Paris*

le mardi 5 juin 1923, à 2 heures

par

MARC BOURBONNAIS

Président : M. GERMAIN MARTIN, professeur.

Suffragants : M. DESCHAMPS, professeur,
M. ALLIX, professeur.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

1923

MARC BOURBONNAIS

LE NÉO SAINT-SIMONISME
et la Vie Sociale d'aujourd'hui

PARIS
LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
49, Boulevard Saint-Michel, 49
1923

A la mémoire de ma grand'mère.

I. — INTRODUCTION.

Le Producteur et ses origines.

« Un grand trouble inquiète aujourd'hui les esprits et les trompe sur les choses ; les heurts qui se produisent de toutes parts dans la société révèlent un déséquilibre devant lequel personne ne paraît encore avoir décidé d'y voir clair. » Ainsi s'exprimait, en juin 1920, M. Gabriel Darquet, dans le premier numéro de la revue qu'il venait de fonder : « Le Producteur » (1).

« Beau titre, et chargé de passé » celui de l'instrument de la pensée Saint-Simonienne en 1825 et 1826. Entre les deux « *Producteurs* », entre les deux Doctrines, un lien, presque de l'unité. Dans l'Europe de 1920, comme dans celle de 1820 les ruines étaient, hélas, sans nombre. Le siècle qui les séparait n'avait-il pas voulu, en mourant, se baigner dans le sang qui l'avait vu naître ? La guerre avait rougi les champs de 1915 comme ceux de 1815. La paix, sournoise et triste, grosse de désillusions, laissait les foyers sans maîtres et les terres sans moissons. La saine prospérité du pays était détruite, les industries décapitées, le commerce arrêté. La main d'œu-

1. — Pour rendre avec impartialité la pensée néo Saint-Simonienne, l'auteur a suivi le plus près possible les textes où elle s'exprime.

vre manquait, ainsi que l'outillage, détruit en 1920, périmé en 1820.

Et puis aussi, ce « grand trouble » dont parle M. Darquet, l'instabilité sociale arrivée au plus haut point, des mouvements de masses disparates et souvent confus, s'entremêlant dans un désordre extrême, des harmonies, peut-être, mais insoupçonnées ou noyées sous les contradictions. Un siècle plus tôt aussi, avec l'avènement de l'ère nouvelle, dans les conditions transformées de l'Economie, le « grand trouble » était apparu aux yeux des contemporains. Dans un mécontentement général, parmi des heurts indistincts, confusément, s'établissait l'ordre essentiel de la société d'aujourd'hui. La dernière guerre a ramené ce mécontentement et ces chocs, ravivant des haines, obscurcissant des horizons ou faisant parfois briller plus éclatante la clarté. A sa lumière, après ceux qui furent les premiers à vouloir y voir clair, on aperçoit déjà mieux les accords au milieu des incohérences apparentes et aussi la liaison des événements. L'esprit des contemporains chercha longtemps le point de convergence de tous ces sourds efforts distincts. L'honneur de l'avoir éclairé revient à des hommes comme ceux du second *Producteur*.

Grâce à leur œuvre aussi, on sent mieux l'inquiétude de ceux qui constituent l'élite et plus particulièrement des techniciens. Il existe un malaise de la Technique et de l'Intelligence, comparable à celui qu'aperçurent les premiers Saint-Simoniens, ceux du siècle dernier. D'ailleurs les deux questions, outillage et technique, sont étroitement liées, si étroitement même

qu'il est difficile de les disjoindre. L'effort du *Producteur* aboutit, on peut croire qu'il a discerné le remède à ce malaise général qui est caractéristique de élites, à ce malaise général qui est caractéristique de notre temps. Le peuple aspire à la stabilité et il ne voit pas la ligne toujours droite dans les détours multiples des chemins. Il aspire aussi à tant d'améliorations !

Ce sont là des conditions idéales pour les forts esprits de l'économie, les grands créateurs d'affaires. Ils trouvent, en effet, le champ rêvé ouvert à toutes leurs initiatives. Pour améliorer, pour changer, il faut toujours entreprendre. Pour relever les industries détruites et les maisons ruinées, pour ramener la vie dans le corps exsangue de la nation, aujourd'hui comme en 1820, c'est l'initiative, c'est l'esprit d'entreprise, toujours, qui est nécessaire.

Pour faire comprendre tout cela, il a fallu le gigantesque cataclysme. L'orientation actuelle est bien loin en effet d'avoir des racines anciennes. Si la guerre n'avait pas désorganisé la production nationale, une phalange comme celle du *Producteur* aurait-elle pu faire entendre sa voix ? Il est permis d'en douter. Tous les égoïsmes ne tournaient-ils pas autour d'une chimérique aspiration vers une égalité impossible, toutes les haines ne s'attisaient-elles pas à l'unique foyer qu'engendraient les multiples problèmes de la répartition ?

Mais les conditions sont bien changées. Avec un outillage réduit, des techniciens inquiets, une main d'œuvre moins abondante et submergée par la « vague

de paresse », une intelligence cherchant en vain sa voie, quand tout manquait, un souci nouveau devait s'imposer avec plus de force encore que la répartition : celui de la production. On manquait de tout. Avant de repartir, il fallait songer à recréer. Le dieu Production remplaça la divinité périmée de la répartition et c'est sur ses autels qu'officie le *Producteur*.

Faisant aujourd'hui le bilan d'un courageux et laborieux effort, il peut enregistrer de brillants succès. Il a eu beaucoup à combattre, mais peu à peu sa pensée s'est diffusée et compte beaucoup de partisans désintéressés, comme aussi « gens bien placés » qui « l'ont en quelque sorte prise sous leur garde au point de la traiter comme si elle était à eux. »



Il y a loin depuis cette date de juin 1920 qui, inaperçue alors, marquera peut-être un jour un de ces moments de l'Histoire des Doctrines où s'arrête l'esprit. Le *Producteur* naquit d'une « rencontre d'amitiés » qui fut aussi une « rencontre d'expériences ». Cette rencontre forma l'équipe, le noyau de la doctrine nouvelle.

Fondateur et Directeur, M. Gabriel Darquet est un des meilleurs esprits d'aujourd'hui. Intellectuel de valeur, il devient un grand créateur d'affaires comme l'est son ami M. Ferdinand Gros.

Celui-ci représente le vrai type du producteur. Son activité s'étend à de vastes programmes dans tous les domaines : explosifs, aviation, engrais, azote, industries électriques, minières, mécaniques, etc...

A côté de lui, deux critiques, deux intellectuels purs, deux Compagnons de l'Intelligence, MM. Clouard et Maire, l'un apôtre de la C. T. I. et du « syndicalisme seul base », l'autre, de la réforme de notre enseignement en vue de la production.

Enfin, M. Tournier, secrétaire de la Rédaction, dirige la documentation de la revue.

Autour de cette phalange centrale et animatrice groupant l'Economie et les Lettres, des collaborateurs occasionnels dont souvent les idées s'apparentent de très près à celles des rédacteurs ordinaires : MM. Francis Delaisi, G. Guy-Grand, Maxime Leroy, etc...

De cette rencontre d'expériences naquit la pensée Néo Saint-Simonienne. Son instrument, le *Producteur*, la fit comprendre et la vulgarisa. Son but, selon M. Darquet, c'est l'expression littéraire de la connaissance économique. C'est une raison de la collaboration à la revue de purs intellectuels. La connaissance économique permettra d'établir par les faits le malaise et ses causes; par là même, peut-être, et c'est là l'ambition néo saint-simonienne, nous amènera-t-elle à y remédier. Le remède ne viendra plus d'intellectuels prêchant « pro domo », mais d'hommes d'affaires appuyés sur de solides compétences. Il sera à la fois résultat d'empirisme et de logique, résultat surtout d'observation.

Puisque tout se ramène à la production, il importe d'utiliser toutes les forces qui créent, de les faire travailler à plein rendement en dévoilant anachronismes et erreurs qui en gênent le libre jeu.

Utiliser forces individuelles et forces collectives ;

pour cela, d'abord les déterminer et les situer nettement; déterminer nettement aussi l'œuvre à accomplir dans sa plénitude et sa complexité; puis, en discerner avec les erreurs, les tendances générales, et les comparer aux possibilités ; autant d'analyses exactes, pour employer une expression chère aux « quatre ».

Enfin, ces analyses ayant déblayé le terrain, trouver les moyens de faciliter dans la mesure du possible et de l'actuel — et non pas par décrets étatistes précédant les faits — leur action par l'amélioration de l'outillage social ; cet outillage comprenant, outre l'outillage proprement dit, les Institutions, l'Energie, la Connaissance, l'Assurance, le Crédit, etc....

Toutes ces idées sont déjà en germe dans le premier article de M. Darquet : « Notre Programme ». Il indique que l'œuvre sera désintéressée, ne servira aucune tendance. Son seul souci sera, par des « analyses sociales exactes », l'observation des faits qui parleront d'eux-mêmes. Ce sera évidemment « une tâche intellectuelle » mais « en vue de l'action ».

Ces analyses, qu'établiront-elles ? D'abord que, dans le désordre apparent de la lutte entre deux dictatures, également chimériques, également impossibles, celle du Patronat et celle du Prolétariat, existe une vague profonde d'organisation déferlant sur tous les milieux : ouvriers, capitalistes, consommateurs, techniciens, intellectuels ou patronaux .

Puis aussi, que le créateur d'affaires a une place supérieure dans la société qui semble l'ignorer. C'est d'ailleurs en se plaçant au point de vue de ce type d'homme, du producteur, que s'élabore la nouvelle

doctrine saint-simonienne. En cela même elle est désintéressée et complète. Elle ne fait pas œuvre de tentatives, mais travaille avec les plus grandes chances d'exactitude.

Le Producteur, type supérieur du Patron et du Chef d'Entreprise, est « le mieux placé du monde pour comprendre les rapports des hommes dans leur nécessité profonde et vivante ». Il domine toute l'œuvre de la production, en voit fonctionner tous les rouages : Il a besoin de l'épargne, et pour l'obtenir, s'adresse aux banquiers ; il doit faire appel à l'intelligence pour la conception de l'affaire. Pour sa réalisation, aux techniciens et à la main d'œuvre ; pour l'écoulement, au commerce. Par les consommateurs, en même temps épargnants, il referme le cercle de l'économie. Il voit donc tout dans le domaine de la production. Mieux encore, « il a toutes les grandes réalités sous les yeux. Il a regard dans le domaine politique comme dans le domaine social ; il voit quotidiennement comment le politique, l'économique et le social se conditionnent ; il est en dehors des partis et des idéologies ». Le point de vue qui semble le plus convenable à l'étude des réalités et celui qu'adopte la doctrine, c'est celui du producteur. On la dira pour cela réactionnaire comme pour d'autres causes on la dira révolutionnaire. Ce fut du reste le point de vue de la première école Saint-Simonienne.

Les Saint-Simoniens d'aujourd'hui se réclament d'ailleurs hautement du maître et de ses disciples qui

furent leurs véritables ancêtres spirituels. Ceux-ci de même avaient discerné les accords profonds et les harmonies latentes sous le déséquilibre. Ils avaient exalté les élites, préconisé la réforme du crédit, la rédemption de l'intelligence, fait du producteur le pivot de la société. Tous points qu'adoptent sans réserve leurs continuateurs.

Sans réserve également, la subordination de la politique à l'économique — et relativement aux écoles modernes, c'est une des originalités du *Producteur* — de la politique telle qu'on l'entend aujourd'hui. Ils déclarent : « Qu'on ne nous demande nos opinions ni en politique intérieure, ni en politique extérieure, pour le moment, du moins, nous ne saurions répondre que d'une façon détournée, par des mots tels que : charbon, azote, engrais, houille blanche, crédit, bureaux d'organisation, culture technique, culture générale ; tous mots qui ne prêtent guère aux développements d'usage ». Donc, pas de politique au sens actuel, mais des politiques de production. Encore et toujours la production : c'est bien la pensée Saint-Simonienne.

Elle se marque encore d'une autre façon qui éclate dans le titre même de la revue : « *Revue de Culture générale appliquée* », complété par son programme : « *Crédit, Assurance, Industrie, Agriculture, Sciences, Lettres.* » Il ne s'agit plus d'une revue exclusivement littéraire ou exclusivement économique, ni même d'une revue mixte où la première place serait réservée aux lettres. C'est tout l'inverse et cet ordre marque bien les préférences des auteurs, préférences

qui furent aussi celles d'Enfantin et de Bazard, de Chevalier et de Saint-Simon.

Il est pourtant un point sur lequel ils diffèrent. La nouvelle école repousse toute idéologie plus ou moins mystique, pour l'instant du moins. Elle se confine dans une observation rigoureuse et exacte et repousse « l'éphémère religion » des précurseurs.

✱✱

Cette réserve faite, et l'hommage rendu aux ancêtres, il importe de noter que d'autres, plus près ou plus loin de nous dans le temps, ont frayé petit à petit les chemins que suit la nouvelle école. Elle s'est nourrie de Pascal, de Comte, de Bergson. Deux noms sont plus particulièrement à retenir : ceux de Georges Sorel et de Maurras.

Georges Sorel, lui-même disciple de H. Bergson, après avoir signalé « la décomposition du marxisme » devint l'apôtre du syndicalisme intransigeant, repoussant toute mésalliance et toute compromission et s'appuyant sur le mythe de la grève générale, instrument ardent de combat. Depuis, les faits ont infirmé cette intransigeance, mais, l'instrument ainsi forgé avait permis une marche plus rapide vers la libération.

Lorsque furent organisés ce syndicalisme ouvrier et les autres, dans le système général une notion manquait : celle de l'Etat. L'introduire fut l'œuvre de Maurras, travaillant à prouver l'existence « d'affaires nationales ».

Avec Delaisi, s'épure la pensée de G. Sorel. La théorie cède la place aux faits. Le mouvement s'appuie aussi sur des hommes comme MM. Joseph Bédier, Sa-

geret, J. Wilbois, etc... Tous ces hommes ont ébauché les analyses exactes que poursuit le *Producteur* et creusé les fondations de l'édifice qu'il élève pierre par pierre.

Quant à sa méthode, le *Producteur* peut être rapproché d'Henri Poincaré et de Bergson. C'est celle par laquelle celui-ci parvint à réhabiliter le sens vulgaire du temps, et celui-là à « dissiper l'idée de la loi absolue implicite dans l'idée même de la relativité ordinairement entendue ». Dans un cas, la confrontation de la notion vulgaire et de la notion scientifique a servi la notion de sens commun. Dans l'autre, elle l'a infirmée.

D'après les Néo Saint-Simoniens, la méthode consiste « à reprendre, armé de fortes connaissances de spécialiste, une notion technique quelconque du point de vue du sens commun, et à en critiquer, à en réviser l'interprétation technique au nom de ce que l'interprétation vulgaire, si insuffisante qu'elle puisse être, ne laisse pourtant pas de dissimuler l'intuition psychologique ».

Telles sont les directives, les sources et la méthode du Néo Saint-Simonisme.

II. — LES FORCES INDIVIDUELLES

Dès l'abord et très nettement, le Néo Saint Simonsisme distingue deux grandes catégories d'éléments contribuant à l'œuvre de production : ceux d'origine individuelle et ceux qui par nature sont collectifs. Il pouvait sembler difficile de les départager car ils s'entremêlent harmonieusement dans toute œuvre humaine ; aussi a-t-on moins voulu les séparer nettement que les discerner, et si on les a reconnus, c'est pour indiquer ensuite leur collaboration nécessaire. Dans les forces individuelles sera particulièrement étudiée celle qui en est la principale : l'Intelligence. Plus nombreuses, les forces collectives seront chacune l'objet d'un développement particulier.

Economique ou littéraire, le déterminisme a trop vécu. On ne soutient plus guère que les œuvres intellectuelles ou industrielles naissent d'elles-mêmes, d'une génération spontanée et continue, constituant de l'une à l'autre comme une chaîne ou comme une échelle sans fin. Peut-on nier à l'individu un rôle dans ce mouvement qu'on veut représenter aveugle ? Evidemment cette solution paresseuse est simple. Ne l'est-elle pas trop et ne néglige-t-elle pas une grande part de vérité ?

La magistrale étude de M. J. Bédier constitue la meilleure des réponses au point de vue littéraire. Son sujet est le mieux approprié à la question : l'épopée moyenâgeuse, la chanson de geste, la chanson de Roland. Est-elle née de ce lent et sourd mouvement ? Fut-elle un recueil de chansons où l'âme populaire d'alors s'exprimait ou bien l'œuvre d'un individu de génie, reprise et ultérieurement modifiée, mais pourtant d'origine individuelle ?

L'enquête de M. Bédier a établi que « la Chanson de Roland fut œuvre d'un clerc sur le poème duquel travaillèrent d'autres clercs, l'auteur et les remanieurs s'inspirant d'une chronique historique de Charlemagne dont il est possible de retrouver le texte précis. »

Repoussé ainsi au point de vue littéraire, le déterminisme, au point de vue économique, ne devait pas être mieux traité par M. F. Gros s'appuyant sur des exemples très connus de lui parce que personnels. Qu'établissent les rapports techniques sur l'organisation d'une entreprise ? La formation d'une société, suivant la découverte de ressources naturelles et précédant leur exploitation, et dont l'importance est basée sur l'estimation de la découverte. Le groupement des industries ne constitue plus qu'un « accident géographique. » Comme tout cela est loin de la réalité.

A la base il y a l'idée d'un homme qui voit dans l'établissement la solution de certains problèmes, qui subordonne tout à cette idée, qui réalise, aménage, harmonise et relie dans cet unique but. Nous sommes bien loin de « l'accident ». Il n'y a plus établissement

et groupement subis et déterminés dès longtemps à l'état latent, mais volonté humaine d'organisation et de subordination des forces. L'exemple choisi : la constitution de la Compagnie d'Electricité Industrielle, est aussi typique en son genre que celui de la chanson de Roland dans un autre domaine. Tous deux aboutissent à cette conclusion que toute œuvre n'existe que par l'initiative et l'invention de l'individu.

Néanmoins, faite d'apparences et de préjugés, il existe une tendance à différencier nettement, au point de vue de l'apport individuel, la création intellectuelle désintéressée et la production industrielle. L'Ecrivain paraît vraiment créateur et seul créateur, tandis qu'au contraire l'activité industrielle semble n'être qu'une somme d'activités subordonnées. L'œuvre intellectuelle peut-elle donc être vraiment originale et se passer de toute collaboration ? On ne peut guère le soutenir.

Il existe deux sortes de collaboration : d'abord celle du papetier à l'écrivain qui n'est qu'une aide bien indirecte à l'œuvre de pensée.

Puis une autre, nécessaire celle-là, et directe, celle du savoir acquis. Jamais, si intelligent soit-il, selon l'exemple de M. Sageret, un berger des Landes sans aucune instruction, ne réinventera la théorie des fonctions. Pour y arriver il lui faudra l'usage de la science peu à peu accumulée par d'autres. A cette condition seule il pourra faire des découvertes nouvelles... Toutefois, comparée à la collaboration qu'apportent au producteur techniciens et ouvriers, celle-ci semble confuse et douteuse.

C'est qu'elle n'est plus faite de tâches précises aperçues de tous, mais d'un apport impalpable de connaissances abstraites ne s'exerçant que dans l'esprit de l'individu et non aux yeux de chacun. Taine en a exagéré l'importance ainsi que celle d'autres éléments dans la théorie outrancière qui a été combattue plus haut. Tout élément intellectuel est pour lui conséquence d'une série d'éléments étrangers dont il forme la synthèse et au milieu desquels il se confond et se décompose si bien qu'il finit par les laisser seuls exister. C'est la théorie du milieu et du moment. Avec Brunetière ce fut celle de l'évolution des genres. Des excès semblables devaient susciter des réactions violentes allant jusqu'à nier dans l'œuvre intellectuelle une part étrangère à l'individu.

Après avoir admis la thèse de M. J. Bédier, il importe de tirer des idées de Taine et de Brunetière la part de vérité qu'elles comportent ; mais aussi de ne pas se l'exagérer. Taine a tort de tout ramener au milieu. Le milieu agit puissamment, c'est vrai, mais pour comprendre et assimiler tous ses éléments il faut un effort purement intellectuel et individuel. Le milieu fournit les matériaux avec lesquels l'esprit élève l'édifice qui est son œuvre originale et asservit la pensée d'autrui au service de la sienne. Il crée l'harmonie entre les éléments divers et donne à la masse ainsi ordonnée sa vie et son originalité.

Tout au contraire, l'œuvre d'industrie apparaît communément comme plus collective que personnelle. Il faut considérer deux périodes :

1° celle de la conception, de la mise en mouvement, toute individuelle et originale, sans apports autres que ceux définis plus haut ;

2° celle du fonctionnement. La difficulté est plus grande, mais, néanmoins, il est possible de discerner au-dessus de toutes les tâches inférieures une idée, un but vers lequel toutes convergent : l'idée du Producteur ; une discipline que tous subissent, des ordres de lui que tous exécutent. Cette pensée directrice, âme de l'entreprise, est encore élément individuel. Elle ne rapetisse ni le travail de l'ingénieur, ni celui de l'ouvrier qui, chacun dans leur sphère, agissent individuellement aussi, mais pourtant une pensée domine la leur, une volonté les a choisis.

Une méditation de cabinet a conçu l'affaire. Il a fallu pour la réaliser les matériaux et le travail étrangers, ce qui nous rapproche d'une œuvre intellectuelle qui n'est pas celle de l'écrivain, mais plutôt celle de l'artiste, du sculpteur insufflant sa pensée au praticien qui l'exécute sans que pourtant on songe à accorder à ce dernier la paternité de l'œuvre. Pourquoi la refuserait-on dans le même cas au producteur ? Son œuvre est aussi une synthèse « d'intelligence pure et de technique utilitaire » suivant l'idée saint-simonienne, lorsque, comme l'intellectuel, il assimile le savoir acquis par d'autres dans son œuvre préliminaire de pensée pure : la conception.

Il importe donc de ne pas différencier trop nettement ces deux types : le créateur d'affaires et l'intellectuel au point de vue de la part personnelle qu'ils apportent à leur œuvre et de la collaboration qu'ils

reçoivent de la société. Chez l'un comme chez l'autre, la part essentielle est individuelle, mais à limites variables et non définies. La collaboration étrangère est le bouillon de culture où prospère la cause directe de toute création, qu'on ne peut trouver que dans l'individu.

Ainsi établi que cette part est essentielle, aussi bien dans la création industrielle que dans la création intellectuelle, on peut se demander quelle est la qualité de ce rôle.

On accorde sans difficulté l'originalité à tel chef-d'œuvre littéraire, mais est-ce créer qu'entreprendre une affaire, c'est-à-dire, pour certains, adapter, sauf de légères modifications, une technique connue à des conditions nouvelles ? Oui, car tout homme crée lorsqu'il agit spontanément et toute œuvre renferme une part d'individualité.

Il ne peut donc plus être question que de nuance, de degré, et l'assimilation peut se faire entre les deux sortes d'activité. Lorsqu'on aura démontré que toutes les deux sont faites des mêmes éléments : qualité individuelle, expérience et technique, la preuve sera parachevée et il ne s'agira plus que de leur dosage relatif.

La qualité individuelle est indéniable dans toute œuvre littéraire ou artistique, mais peut varier de la banalité au génie. Une œuvre est géniale parce qu'elle atteint le degré supérieur de l'individualité et ce génie n'est dû qu'au hasard de naissance. Il est tout aussi imprévisible chez le producteur, inventeur d'ac-

tion, créateur d'entreprise. Il peut, chez lui aussi, se ravalier jusqu'à la médiocrité. Chez l'un comme chez l'autre, il y a toujours, vision préliminaire personnelle, animatrice de l'œuvre dont l'accomplissement constitue un acte de foi ; cette foi étant facteur général de toute entreprise.

Est-il auteur de génie ou producteur parfait sans exacte compréhension du monde ? Racine avait créé des types doubles, objets de doubles observations : l'homme de tous les temps habillé en homme de son temps pour le mieux faire comprendre. Donc expérience et expérience double de l'humanité en général et de l'époque. Expérience psychologique et morale nécessaire aussi au Producteur. Ne lui faut-il pas connaître les besoins à satisfaire, savoir choisir et trouver les hommes pour réussir, commanditaires et collaborateurs ; savoir aussi les diriger ; en résumé, connaître lui aussi l'homme et le siècle.

Enfin la technique. Un écrivain doit posséder sa langue comme un industriel connaître les travaux d'ingénieur et de comptable. Deux étapes pour l'acquérir :

L'apprentissage ou acquisition de la technique des autres, grammaires ou pratiques des affaires, sous la direction d'un maître.

Puis la période de transformation pendant laquelle cette technique prend une marque personnelle par réaction individuelle. Alors que la première phase était toute de collaboration sociale, la seconde laisse à l'individualité une part plus grande, mais obéit tout de même à certaines règles immuables.

Cette comparaison toute entière de l'œuvre désintéressée et de l'œuvre industrielle met bien en relief leur essence commune de création et de création spirituelle. Elles ne diffèrent qu'en ce que l'une est spéculative et l'autre pratique, ce qui n'est en somme que « différences d'espèces au sein d'un même genre ».

* * *

Qu'il s'agisse de création purement intellectuelle ou de création économique, l'intelligence individuelle a donc toujours un rôle aussi essentiel. Est-elle préparée à le tenir et s'en montre-t-elle digne ? Il semble bien que non. Mais il y a lieu d'espérer qu'elle réagira, car elle s'aperçoit enfin de ses torts.

Dans notre société, par le mouvement même des autres éléments, elle aperçoit enfin son immobilité. Cette société, il est vrai, « ne paye que ce qu'elle voit. » Généralement, dira-t-on, la genèse laborieuse des grandes découvertes ou même des échecs et le travail des moralistes sont ignorés. Peut-être, mais la Société, élite de l'Economique et de la Politique, s'appuyant de plus en plus sur la Science, la Société ne doit pas ignorer. L'argument est donc mauvais, et l'Intelligence devrait plutôt faire son examen de conscience et chercher en elle-même les causes de l'infériorité de sa situation.

Et tout d'abord n'a-t-elle pas failli à sa tâche ? Edificatrice et gardienne de la culture, ne l'a-t-elle pas négligée ou même mise en péril ? La culture, « unité de style dans toutes les manifestations de la vie nationale », est le vivant faisceau de toutes les volontés et de toutes les forces. Existe-t-il, ce faisceau ? Entre

les rouages innombrables de la société moderne, les harmonies n'ont pas été révélées, il n'y a pas eu d'interpénétration des élites. Ce principe de dispersion, ne le trouvons-nous pas dans l'éducation elle-même ; dans l'indépendance hautaine de l'Université vis-à-vis des recherches théoriques, comme dans la différenciation, dès le secondaire, des Sciences et des Lettres, des Lettres qui distinguent de plus en plus mal les réalités de la vie.

Les Intellectuels pourraient peut-être songer à un programme nouveau d'enseignement, mais ils sont dépayés dans le monde actuel. Eux dont le rôle est d'établir l'harmonie, ne saisissent plus les rapports qui la créent. Eux qui sont la pensée de l'époque en ignorent l'esprit. Ils se sont attardés, la société les a dépassés. Les Lettres contemplent encore les âges morts quand la vie continue. Et puis, les pensées mêmes sont diverses comme leurs auteurs. Il manque un drapeau spirituel. L'Intelligence, dépassée, impuissante, n'a pas rempli son rôle.

De cela, on a accusé le Romantisme. Et pourtant Balzac, Stendhal ont voulu comprendre la vie contemporaine comme les classiques. La faute en est plutôt à une défaillance littéraire et mondaine de l'esprit, défaillance ancienne qui continue aujourd'hui encore ; défaillance faite d'illusion optimiste et de tradition qui s'attarde. Une œuvre littéraire doit être une observation. La critique, qui s'enlise avec toute l'Intelligence, devrait le faire comprendre. Qu'elle sappe ces influences trop profondes, génératrices de réactions trop violentes. Quelle soit le médecin des

Lettres ! Elle rétablira ainsi les harmonies disparues.

Faible et coupable, elle est de plus asservie ; et, de cela aussi, elle est en partie responsable. Pauvre, elle est à la disposition de l'argent. Sa pensée n'est plus la sienne, mais celle du Bloc National ou de la C. G. T. Si des exceptions veulent s'affranchir, leurs velléités périlclitent et meurent. Tout cela parce que l'Intelligence n'a pas su se donner une organisation matérielle. Qu'elle soit du moins prête à apporter ses idées à l'architecte du futur édifice dont elle commence à rêver ? Mieux, qu'elle soit elle-même son propre architecte !

Une opinion trop souvent rencontrée, c'est celle de l'incapacité de l'intellectuel devant toute tâche pratique. Pourtant bien des preuves contraires se révèlent à un examen même superficiel. L'Intelligence n'est-elle pas le facteur commun et prépondérant d'œuvres prospères en pleine réussite ; non l'Intelligence classe, mais l'Intelligence individuelle. Nous en avons de remarquables exemples dans le Vieux Colombier, l'association Guillaume Budé, « le Club » des Amis des Lettres, l'Agence littéraire Berger, etc..., tous conçus et dirigés par l'Intelligence individuelle.

On peut même douter que cette Intelligence deviendrait plus puissante en cédant la place à l'Intelligence corporative. Le syndicat, en effet, c'est le Nombre. Le Nombre, c'est la médiocrité ambitieuse, obstacle et gêne constants pour le mérite personnel qui est, lui, facteur essentiel de toute entreprise. L'individualité compte parce que « la qualité intellectuelle naît de

l'individu seul ». L'organisation pourra servir d'appui à cette qualité, mais celle-ci ne réalisera que par des moyens relevant de l'individu.

La voie ouverte à l'Intelligence semble donc celle d'une coopération libre entre les individus, d'une aide mutuelle des élites soutenues par l'organisation. Dans ces élites, la première place est réservée à l'élite intellectuelle, inventive et créatrice, et à l'élite des producteurs, réalisateurs matériels. L'idée est reprise à Saint Simon ; elle permet d'espérer les institutions butes de la doctrine : Crédit intellectuel, Offices de documentation, etc...

L'Intelligence doit s'orienter vers le réalisme social. Elle y réussira par des analyses exactes multiples et par la comparaison de ces observations individuelles. Dans toute science, les lois souvent ne furent découvertes que par cette méthode. Préconisée par des hommes comme Maxime Leroy, Adolphe Delemer, G. Guy-Grand, comme les Rédacteurs du *Producteur*, désirée par le pays fatigué des vaines idéologies qui l'ont affaibli, telle l'établira la science du monde nouveau dans une réconciliation et une association étroites des valeurs morales et des valeurs économiques. Cette œuvre immense, faite de toutes les observations de chacun, réunira les observations de tous, du romancier comme de l'économiste ou du publiciste, du moraliste comme du producteur.

* * *

Dans le monde nouveau, si compartimenté, si complexe, seul le large coup d'œil d'une élite pourra embrasser les ensembles sociaux. Mais pourra-t-elle,

cette élite, vaincre les obstacles humains et matériels ? *Le Producteur* ne le croit pas et ne demande pas pour l'Intelligence le pouvoir souverain dans l'Etat ; il en revendique seulement une part. Elle gardera ainsi son indépendance et le droit de penser juste et bien, c'est-à-dire de remplir son rôle. Rompant avec deux siècles d'études trop exclusivement matérialisées, l'Intelligence au xx^e siècle devra ramener l'équilibre au profit de l'homme moderne.

Elle poursuivra cette étude et la vulgarisera avec l'aide de la société française qui, lucide, clairvoyante et morale, saura y discerner son intérêt et son devoir. Dans quelle catégorie se classe cet homme moderne ? Ouvriers, intellectuels ou patrons ? Il peut être tel ou tel d'entre eux. Il a un nom : c'est le Producteur.

A s'en tenir au langage habituel est producteur tout être qui crée. Mais la conception néo saint-simonienne marque une préférence pour le producteur industriel, parce qu'il domine l'époque actuelle qui devient de plus en plus économique ; parce que son action est le ressort de tous les autres.

Son œuvre ce sera, sous le terme générique d'usines, les entreprises les plus variées, pourvu qu'elles aient le caractère d'affaires.

L'usine, il l'aura portée dans son esprit avant de la faire réalité avec l'aide sociale. Il aura eu un moment l'intuition magnifique de l'avenir. La vue d'une chute d'eau lui aura inspiré le projet, spontané d'abord puis, peu à peu étudié. Il n'aura pas vu évidemment les détails, mais il aura néanmoins conçu les lignes principales et essentielles, et le pressentiment

de la réussite peu à peu le portera vers la réalisation.

Dans cette réalisation apparaîtront sans cesse des tâches nouvelles. Il ne se bornera plus à concevoir; il lui faudra gouverner et prévoir. Son œuvre ne sera donc pas achevée une fois réalisée sa conception primitive, contrairement à celle du romancier qui vient de terminer son manuscrit. L'œuvre se continuera souvent par lui ; c'est de lui qu'elle recevra la vie.

Autre différence : chez l'Intellectuel, le capital spirituel dépensé sera infiniment supérieur au capital matériel; chez l'Industriel, ils auront la même importance. S'il n'a pas les fonds nécessaires — et c'est en cela que le producteur se différencie du patron qui dirige une affaire où sa part de capital est la plus importante — il se les procurera. Il mettra donc son capital-réserve intellectuel et celui de ses collaborateurs en contact avec son capital-réserve matière et celui de ses commanditaires. Le capital esprit entrera en jeu et multipliera le capital matière.

Le Producteur a donc eu trois rôles successifs : la conception individuelle; la réalisation, synthèse de forces diverses; la direction de l'entreprise. Au service de sa conception, il fait converger tous les efforts dans un but unique : la prospérité de l'entreprise conçue, l'espace d'un instant, par lui seul, devenu le cerveau du corps dont les autres sont les bras soumis.

Il peut n'être pas un industriel, tel Jacques Copeau au Vieux-Colombier, mais il est toujours homme d'action. S'il est ouvrier, technicien ou intellectuel, il peut n'être pas capitaliste, mais il est toujours réalisateur.

Cet homme moderne, non plus « animal politique », mais « animal économique et social », celui de Saint-Simon et Balzac, l'homme combattant pour la vie et rayonnant sans cesse dans des progrès nouveaux : un Loucheur, un Baumann, un Stinnes, un Rockefeller, etc... un homme parfois méconnu qui le prend pour un révolté ou un monstre « qui n'est pas du temps », cet homme, du travailleur manuel au type supérieur du producteur, est comme un rouage nécessaire, un syndiqué du syndicat nation.

Il reste tout de même d'une catégorie économique qui est, elle, mondiale et, dans l'interdépendance économique ou sociale des nations et des classes, accole à l'idée Patrie, l'idée Internationale. Cet homme-là a-t-il sa place dans ce qu'on appelle le monde, celui de la politique ou celui des salons, celui des écoles ou celui des églises ?

Non, et dans leur cercle serré, il faut faire une fissure et l'introduire. Au début, le passage sera petit, Ce n'est pas lui, ce seront les éléments dont il est la vivante synthèse qui passeront peu à peu pour se regrouper ensuite. Le Producteur y sera entré avec son individualité développée, dans une liberté croissante, dans une suprématie indiscutée du mérite, dans une dignité nouvelle. Il y sera entré collectivement par la connaissance acquise, par « le monde » du milieu dans lequel il se meut : syndicalisme, crédit, assurance, etc..., par les analyses exactes qui l'auront peu à peu introduit côte à côte avec l'Intelligence revivifiée et ayant enfin trouvé sa voie.

Ainsi aiguillée, l'Intelligence ne contrariera plus

l'effort national en s'attardant à des traditions figées et à des dogmes morts d'avoir trop vécu. Elle suivra le mouvement des masses et, partant de bases positives, assurera ainsi la sauvegarde et l'affranchissement définitifs de l'individu. Sur ces bases positives, nées de la cohésion, elle deviendra l'arbitre de la paix et l'ouvrier du prestige national. L'Intelligence aura donc combattu pour assurer le triomphe de l'homme moderne, du réalisateur, du producteur et celui-ci n'est, en définitive, que l'homme d'élite, capitaliste, patron, ouvrier, technicien, etc. Quand les deux élites, intellectuelle et industrielle, s'appuyant l'une sur l'autre, auront enfin la première place au soleil, la grande idée saint-simonienne : l'exaltation des élites, actuellement reprise sera réalisée. L'Intelligence aura atteint son but, mais, pour y arriver, il lui faut être plus puissante.

* * *

Des moyens s'offrent à elle d'augmenter et son prestige et sa sécurité et sa force ; elle n'en doit négliger aucun, mais au contraire, s'attacher à réaliser les institutions qui lui assureront l'avenir et lui permettront d'arriver à ses fins : réorganiser le crédit, créer un système d'assurance intégrale, augmenter les connaissances et enfin, suivre l'exemple que lui donne le monde moderne : s'organiser.

Différence entre la richesse, état présent de la fortune, et la fortune elle-même, faite de la richesse plus des possibilités de développement, le crédit suppose essentiellement l'acceptation d'un risque, la fortune

pouvant ou périlcliter ou prospérer. L'évaluation des possibilités implique souvent l'erreur, car, si la richesse est immédiatement évaluable, tout ce qui sera œuvre de l'avenir n'est que probabilité. Cette probabilité est d'autant plus faible que le crédit est accordé pour un temps plus ou moins long, à des personnalités présentant plus ou moins de solvabilité. Ce sont là les deux difficultés essentielles que présente le crédit, qu'il soit industriel ou intellectuel.

Le premier problème qui se pose est celui, envisagé seul jusqu'ici, du financement. Quels seront les dispensateurs du crédit ? Les Banques ? A l'époque actuelle, elles s'éloignent même du crédit à l'industrie, à rendement pourtant beaucoup plus précis et beaucoup plus certain que le crédit intellectuel, pour se lancer uniquement dans les opérations de change, de spéculation, dans les emprunts d'Etat, etc... A plus forte raison, écarteront-elles un genre de crédit à profits naturellement plus aléatoires et lointains. A qui donc devront avoir recours les Intellectuels ? Seul, le syndicalisme des épargnants répondrait à leurs désirs. Si l'argent cessait d'être entre les mains d'intermédiaires et revenait dans celles des propriétaires, deux solutions s'offriraient :

1° Le placement actuel, rémunéré et remboursable. Mais l'épargnant est méfiant, le placement à long terme lui semble souvent se rapprocher du placement à fonds perdus.

2° Celui-ci constitue le second procédé : l'impôt. Dès maintenant le produit de l'impôt est affecté à des services d'utilité publique et, quand le Syndicalis-

me de l'Epargne sera organisé, il pourra demander compte à l'Etat de ce placement forcé à rémunération indirecte et lointaine et en discuter avec lui les modalités. Aujourd'hui, on considère déjà comme d'utilité publique la transmission des connaissances par l'instruction. Rien n'est fait pour la découverte elle-même. Un jour viendra pourtant où on en reconnaîtra la nécessité. Mais, comment les contribuables accepteront-ils l'augmentation formidable d'impôts qui en sera la conséquence ? Ce jour ne pourra venir, en tous cas, que lorsque sera organisé le syndicalisme des épargnants puisque, des deux instruments qui s'offraient : la Banque et l'Etat actuels, aucun n'est à retenir.

On peut, il est vrai, ajouter le Mécénat. Mais sans nier son utilité, il est difficile d'y voir autre chose qu'une exception heureuse, et non une solution d'ensemble du problème.

Une autre question, purement intellectuelle, celle-là, c'est l'élaboration d'un programme. Pour inspirer confiance à l'argent, l'Intelligence doit d'abord se montrer solliciteur sérieux, dire ce qu'elle veut faire. Ce qu'elle doit établir, ce ne sont plus des systèmes personnels d'individus isolés, mais des vues générales qui ne pourront se révéler qu'au sein de l'organisation sur l'autorité de laquelle elles s'appuieront. Le Crédit Intellectuel de l'avenir réside donc à la fois dans la syndicalisation des épargnants et dans celle de l'Intelligence. Il réside aussi dans la collaboration du Producteur. La société n'en est pas arrivée à ce stade, mais, en l'absence d'organisation générale, un groupement, tel que les Compagnons de l'Intelligence, serait

qualifié pour élaborer un programme provisoire. L'esquisse de ce programme est contenue dans un rapport de M. Clouard, faisant suite à une grande enquête menée dans le milieu intéressé.

Il commence par répondre aux objections.

On a dit que « l'épreuve de la misère est une garantie pour la qualité des œuvres ». La misère conduit pourtant l'intellectuel à consacrer une grande partie de son temps précieux à des travaux étrangers et plus rémunérateurs, et asservit sa pensée. C'est donc, au contraire, le sauver que lui apporter de l'aide. Le crécit, d'autre part, favorisera-t-il la médiocrité ? elle l'est déjà et souvent. Il semble qu'un contrôle compétent et sérieux la prendrait dans bien des cas au dépourvu.

Une objection plus importante, c'est l'aléa des remboursements. A cela, on remédiera par l'entr'aide mutuelle et par la nationalisation progressive du savoir qui fera à l'Etat un devoir d'apporter son aide en créant des exemptions de remboursement.

Ces objections écartées, il reste non moins vrai que le placement intellectuel, tel qu'on l'a examiné jusqu'à maintenant, manque de sécurité. Il n'en sera plus ainsi lorsque, reprenant les idées de MM. Darquet et Gros, on remplacera la garantie individuelle par l'avalisation collective. Le risque suscité dans le premier système sera, dans le second, l'objet d'une sorte d'assurance mutuelle résidant dans la valeur de la garantie syndicale. Et même, poussant plus loin encore, ne peut-on prévoir le jour où l'aval sera donné par la nation elle-même qui aura reconnu, suivant l'idée ci-

dessus énoncée, l'Intelligence, service public. Sur ces deux idées : aide mutuelle et domaine public, se sont fondés des programmes très étudiés et très divers.

M. Clouard termine son rapport en préconisant la fondation d'une Société de Crédit Intellectuel, contrôlée par des délégués de la C. T. I., des Compagnons de l'Intelligence, et des grandes associations intellectuelles ; ce qui donne une garantie contre les dangers inhérents à la forme anonyme. Elle réservera aux divers groupements , c'est-à-dire à l'intelligence, des parts incessibles de fondateur. Elle dispensera le crédit aux expositions, conférences, laboratoires, organisations diverses, au moyen de bourses ; aux individus, sous forme de pensions modestes ou de subventions pour missions, travaux, etc... Avec les ressources qu'elle mettrait peu à peu en réserve, elle pourrait en outre, en utilisant avantageusement leur pensée, faire vivre des individualités de plus en plus nombreuses

* * *

Tout crédit suppose l'acceptation d'un risque. Il est beaucoup plus abondant quand le risque est moindre, beaucoup plus rare quand le risque est important. L'élément de l'outillage social permettant de réduire ce risque apportera donc au crédit une aide puissante dont bénéficieront l'Industrie et l'Intelligence, l'Intelligence surtout, pour laquelle le crédit est si timide. Cet élément, c'est l'assurance.

Dans le courant de 1920, parut un ouvrage de M. F. Gros, qui renferme sur ce point les vues de la doctrine : « l'Assurance ; son sens historique et social ». C'est mieux qu'une étude abstraite, c'est une véritable

philosophie. Œuvre d'un spécialiste, elle est construite d'après la méthode chère au *Producteur*. D'abord l'étude de sa technique actuelle, puis, les voies qu'elle semble suivre ; enfin, une vue d'avenir sur son rôle élargi.

Du point de vue juridique, l'assurance est une opération garantissant à l'assuré, la réparation d'un dommage prévu, moyennant des versements périodiques à l'assureur. Du point de vue économique c'est « la compensation des effets du hasard sur le patrimoine de l'homme par la mutualité organisée suivant les lois de la statistique. »

Un caractère commun ressort de ces deux définitions : celui du but de l'assurance, la réduction d'un danger. Cette tâche ne peut être menée à bien que par la convergence d'efforts multiples. Deux formes se présentent : la mutualité dans laquelle le paiement du risque est réglé par les cotisations des intéressés eux-mêmes ; puis, la société dans laquelle la gestion est étrangère et prélève sur les versements un bénéfice, prix du service rendu, bénéfice qui constitue la différence entre la cotisation ci-dessus et la prime. Il y a donc dans la société un certain caractère commercial, mais, bien que moindre, ce caractère n'est pas non plus étranger à la mutualité.

Qu'est-ce donc que le risque que sont chargés de réduire ces groupements ? Techniquement, professionnellement, la notion du risque est essentiellement commerciale et « la prime est le prix de vente ou d'achat de la garantie du risque assuré ». Mais cette interprétation est celle de l'assureur.

Celle de l'assuré est plus générale ; c'est celle du sens commun. Ce qu'il recherche, c'est, non plus un bénéfice d'argent, mais un bénéfice psychologique, c'est sa tranquillité. Il tendra donc à étendre la garantie aux plus de risques possible ; aux risques les plus menaçants, alors que l'assureur, au contraire, tendra à en restreindre le champ. Il y a donc malentendu à la base même de l'assurance : malentendu entre les deux notions, commerciale et psychologique, du risque.

Sous sa notion commune, l'Assurance tend vers une sécurité plus grande, vers l'admission de la garantie intégrale. Par ce retour au sens commun, il faut rajeunir la notion technique. Le mécanisme de l'institution contredit-il ce programme ?

Non, et pour deux raisons :

1°) L'évolution historique s'est faite en ce sens, depuis l'assurance maritime loterie, jusqu'à l'assurance sur risques de guerre.

2°) Cette évolution est naturelle et impliquée par le mécanisme même de l'institution. Si la sélection des risques écarte ceux qui ne sont pas soumis aux lois statistiques, ce n'est qu'une régression temporaire, « Les différentes méthodes de sélection mériteraient plutôt d'être nommées les tâtonnements d'une admission progressive du tout-risque ».

Un risque est en effet écarté pour deux causes : son caractère intrinsèque ou une déclaration inexacte. Dans ce dernier cas, si l'inexactitude est relative à des éléments objectifs, elle peut être redressée par une surtaxe. Dans le premier, la défaveur provient en gé-

néral de la durée qui nécessite un travail continu de sélection. On peut y remédier par une modification continue et adéquate de la prime, par l'établissement d'une surtaxe fixe ou périodique. Le système contiendra assureur et assuré. Il y a donc conciliation possible de leurs intérêts dans l'admission progressive des risques. Ainsi se trouve démontrée la légitimité de cette évolution.

Dans le risque est apparu un élément psychologique, le sentiment, « l'état de conscience provoqué chez l'assuré par l'appréhension du danger ». Pour que l'assurance, évoluant vers l'intégralité, arrive à son but, elle doit donc éliminer d'abord ce facteur et substituer à l'idée de hasard et d'incertitude celle de sécurité. Elle doit opérer dans l'esprit public une véritable cure psychologique.

Dans cet état d'avenir, on peut la rapprocher de la religion, dispensatrice, elle aussi de quiétude, mais dans le domaine spirituel et moral et au moyen de la foi. Comme elle, elle sera une puissante animatrice, Pour cela, devra-t-on en faire un monopole et le remettre aux mains de l'Etat ? Ni assureurs, ni assurée ne semblent le croire. D'ailleurs, l'assurance a trouvé sa vraie voie dans leur union.

Il n'en est pas de même de la Réassurance. Les sociétés sont de véritables agences de renseignements. Ces renseignements, d'importance nationale, devant être communiqués pour contrôle au second degré, la Réassurance ne peut être exercée que par l'Etat.

L'assurance de l'avenir établira ainsi dans son intégralité la sécurité du crédit. Elle sera donc l'agent

puissant de la rénovation intellectuelle et industrielle.

* * *

Une autre condition de cette rénovation, c'est un perfectionnement des méthodes d'acquisition et de transmission de la connaissance. L'Intelligence, elle aussi, a besoin d'éléments pour progresser. Ces éléments lui viennent d'abord des connaissances établies par d'autres et à eux transmis par ces outillages sociaux que sont l'Ecole et le Lycée, la Faculté, l'Ecole spéciale, le Livre et la Presse. Si développés qu'ils soient, ces outillages marchent-ils dans la vraie voie, ne s'exposent-ils pas, par la défectuosité de leurs rouages et de leur fonctionnement, à un stationnement ou à une erreur de direction, dans un monde sans cesse en mouvement ?

On peut se le demander particulièrement à propos de l'Enseignement et tout spécialement à propos de l'étude des Humanités telle qu'elle est comprise aujourd'hui. La question est essentielle. Bien que spéciale, en première apparence, elle intéresse, par l'intermédiaire du Secondaire, notre enseignement tout entier. Le Secondaire est le marchepied du supérieur et le primaire, de l'aveu de ses fondateurs, n'est-il pas le « lycée pour pauvres ». La création du moderne et les réformes qui suivirent furent un coup terrible pour ce qu'on appelle les Humanités et pour la culture en général. Si l'on ne peut suivre M. Gilbert Maire lorsqu'il déclare que « la mention sciences-langues sur un brevet de baccalauréat est tenue par tout examinateur pour un brevet d'ignorance abso-

lue », il est néanmoins certain que le niveau des études a baissé à l'apparition du moderne, ce qui ne prouve pas, d'ailleurs, que le classique est à l'abri de toute critique. Les Humanités, pour être véritables, devraient cesser d'être classiques pour devenir surtout culture générale.

Ainsi comprises, elles prépareraient la mise en valeur du capital spirituel. Elles assoupliraient l'esprit et lui donneraient les idées générales nécessaires et l'aptitude à recevoir ultérieurement la culture professionnelle. Elles prépareraient le terrain de la spécialisation future. M. G. Maire prend l'exemple de l'ingénieur. Sa technique, si savante soit-elle, pour se révéler, doit se transmettre sous forme de rapports. Participant du directeur, il doit aussi avoir les qualités de l'administrateur. Il lui faut donc du caractère, du sentiment, la connaissance des hommes, c'est-à-dire la valeur administrative ; synthèse de l'élément moral et des qualités d'esprit (raisonnement et expression) qui constituent la culture générale correspondant à la notion des Humanités. C'est cette lecture qui rendra utilisables les connaissances spéciales qui forment sa technique, dans l'expression de la pensée sociale.

L'exemple de l'ingénieur n'a été pris que parce qu'il permet de saisir plus nettement la conception exposée. L'écrivain, le savant, le producteur ont comme lui besoin d'une culture générale préliminaire à toute technique et qui suppose une connaissance parfaite du langage « entendu non point comme une combinaison de mots, mais comme une articulation d'idées ». Cette connaissance suppose une « vigilance de l'esprit

de finesse » capable de rendre et faire saisir la pensée dans ses nuances les plus délicates et ne peut naître que d'une éducation psychologique. C'est surtout de cette éducation que doivent se composer les Humanités.

Cette culture formelle ne sera plus uniquement la connaissance grammaticale, mais la compréhension psychologique du moyen d'expression qu'est la langue. La première place y sera réservée à la Stylistique, basée sur l'intuition et s'appuyant sur un rudiment de grammaire qui « assurera le contrôle de l'expression ».

Puis, la traduction, elle aussi auxiliaire de la Stylistique dans l'appréciation des nuances de la pensée et particulièrement la Version. La traduction d'une langue morte force l'esprit à plus d'effort et de résultat dans la recherche de l'expression moderne correspondante. Les langues romanes seront préférées parce que nous sommes Français et devons défendre la latinité contre l'envahissement anglo-saxon.

L'étude des éléments des Humanités nouvelles ne serait pas complète si la philosophie n'y avait pas sa place. Elle les complète et en forme un tout harmonieux bien différent des Humanités actuelles, basées sur de trop durables erreurs psychologiques et considérant l'enseignement secondaire comme « un jeu d'agrément pour oisifs ».

Non pas la philosophie scolaire actuelle qui ne constitue qu'un amoncellement d'opinions contradictoires, un fatras d'où ne sort même pas une notion nette

d'unité. On étudie la Logique, la Psychologie, la Métaphysique, etc... La Philosophie est pourtant bien une malgré les apparences.

Elle est plus voisine de l'Art que de la Science, un art d'observation et d'imagination. Elle est faite d'analyses harmonisées par le sentiment personnel, d'analyses internes ou d'analyses externes, ce qui en donne deux aspects. Le premier, intime, à tendances artistiques, le second, plus général, à tendances impersonnelles et scientifiques. Le rôle de la Philosophie est justement de relier l'élément art et l'élément science. Elle est la voie de raccord entre les Humanités régénérées et l'enseignement scientifique. La pensée philosophique est « une perspective découverte sur le monde par une certaine idée prise pour centre ». Elle envisage sous leur aspect psychologique l'hypothèse scientifique, l'invention, la technique. Elle leur donne une pensée et s'efforce par là d'intégrer l'Intelligence individuelle dans l'Univers d'où la Science l'exclut.

Son enseignement, étude de matière et de pensée, est donc au carrefour de ceux des Lettres et des Sciences, ce qui nécessite un programme établi de la Quatrième à la Première. Mettant en relief l'élément psychologique, l'Enseignement de la Philosophie complétant celui des Lettres, sera conforme au souci de la Production pour la formation générale de l'esprit. Il lui donnera l'exacte conception des notions usuelles ou spéciales, et sera un excellent exercice stylistique.

La langue philosophique sera étudiée dans les textes. Mais chaque texte sera étudié dans le sens du lan-

gage et dans les problèmes qu'il pose; il ne sera plus prétexte à rappel encyclopédique. L'étude en sera double; d'abord stylistique, puis proprement philosophique. S'alliant à celle des Lettres, négligerait-elle les Sciences ? Non, mais elle devrait être menée parallèlement, la méthode chimique avec la Chimie, par exemple.

Ce serait trop demander aux professeurs actuels. Mais une réforme de l'Enseignement scientifique pourra leur donner la compétence. Pareille conception aboutira à l'affinement de l'esprit et de la langue, à « l'aisance de l'abstraction » et à la « puissance de systématisation ». Il n'en est pas ainsi dans l'enseignement subordonné à la doctrine d'état.

Complément des Humanités, éducatrice de la pensée abstraite, la Philosophie, réintroduite dans un enseignement véritablement général n'aura plus à craindre de s'y trouver compromise avec les théories de certains sociologues, et la Production nationale n'aura plus à redouter les désordres qu'elles entraînent.

Des Humanités, par l'intermédiaire de la Philosophie, on arrive à l'enseignement des Sciences. Cet enseignement est-il donné au Lycée ? M. G. Maire ne le croit pas; il accorde tout au plus qu'on y acquiert une encyclopédie brouillonne et un fatras sans méthode, « dont l'abondance varie du cycle des Lettres au cycle des Sciences ». Le fatras est acquisition de mémoire et non d'intelligence. Cependant, bien compris, l'enseignement des sciences pourrait devenir le complément des Humanités authentiques dans la formation de l'es-

prît. Cet enseignement, animé par le souci de la production, est tout entier à créer, car celui d'aujourd'hui n'en est même pas la caricature, si déformée soit-elle. Le but de l'instruction doit être de mettre chacun à sa place dans le monde de l'économie et de lui fournir pour cela les moyens nécessaires. C'est le but des Humanités renouvelées. Ce sera aussi celui d'un nouvel enseignement des Sciences, rejetant l'encyclopédie aride pour se tourner vers la formation générale scientifique avec l'aide de la méthodologie. La méthode scientifique comprend, en général, quatre phases : observation, induction, expérience et traduction mathématique. Avoir une formation générale, c'est tout d'abord comprendre cette méthode et pouvoir l'appliquer; c'est pouvoir y ramener toute découverte, avec son caractère de « pensée et d'intention ».

L'œuvre de l'instruction est donc d'abord de révéler la méthode commune par un choix éclairé d'exemples. C'est aussi limiter à ce nombre d'exemples, plus ou moins grand, tout ce qui fait l'encyclopédie d'aujourd'hui. Nombre qui, plus tard, d'ailleurs, pourra s'étendre par la technique au moyen de la méthodologie apprise. L'élève aura ainsi en puissance latente dans l'esprit toute branche de science; il aura de plus la notion nette de la méthode. Il aura donc acquis, sans travail ultérieur de l'esprit, des généralités sur les sciences expérimentales, dont le moyen d'expression est la mathématique.

L'étude de celle-ci devra être conduite parallèlement et son importance est considérable. Elle aussi doit être réformée, car elle n'est actuellement que rou-

tine « par survivance de pédagogies arriérées qui, sacrifiant à la clarté un semblant de rigueur, s'épuisent en démonstrations inutiles là où de simples appels à l'imagination suffiraient et dont la rigueur même est une illusion puisqu'elles négligent d'enseigner tout ce qu'impliquent de convention et de pragmatisme déguisé les axiomes qui la fondent ». Elle est aussi incohérence, car l'unité de principe des diverses branches est rejetée. Elle est présentée comme « un ensemble de recettes ».

La réalité, c'est que la Mathématique est le moyen d'exprimer abstraitement des objets d'expérience et « de représenter les relations de quantité ». Pour le faire comprendre, il serait utile de faire de l'étude de la Physique une préface à celle de la Mathématique. Le caractère absolu de celle-ci serait reconnu faux et on y verrait la représentation, par des abstractions, des réalités.

La connaissance mathématique et scientifique donnera « l'art de composer et de déduire ». On reconnaît la proposition ci-dessus énoncée. L'étude scientifique doit être le complément des Humanités et une étude générale de formation d'esprit. Parmi les virtualités dont elle est composée, pourra se développer ultérieurement une virtualité plus accusée, puisqu'elle lui en aura fourni les moyens. La mémoire sera débarrassée et l'intelligence recouvrera le premier rôle.

L'esprit humain est à la fois esprit de finesse et esprit de géométrie. Développer l'un au détriment de l'autre, c'est proprement le mutiler. » Du point de vue de la Production, l'enseignement du Lycée et du

Collège, basé sur la méthode, doit donc être tout de culture générale, harmonieux composé des Humanités (stylistique, langue morte, philosophie) et d'éducation scientifique générale.

Du même point de vue, quel sera le rôle de l'école primaire ? Œuvre de la Troisième République, mérite-t-elle une critique aussi serrée que le Lycée Napoléonien ? Remarquons d'abord que leur marche est parallèle, « mais sans voie de raccord ». Les deux enseignements ne s'interpénètrent pas. Ils sont destinés à des assistants différents et restent enseignements de classe. Où est le remède immédiat ? Pas en tout cas l'Ecole unique préconisée par M. Herriot, à possibilités de réalisation encore trop lointaines. Le remède actuel, provisoire, est de créer peu à peu des brèches dans le mur séparant les deux degrés.

Il est impossible, en effet, de les unifier dans la conception actuelle de l'Ecole primaire si disqualifiée. D'où vient ce mépris ? Le programme de 1882 était pourtant un rudiment acceptable; ensemble des notions fondamentales que doit posséder tout homme. Théoriquement, oui; mais, en réalité, non, car on y ajouta l'instruction morale et civique, machine à faire des électeurs et machine aux mains des politiciens. Elle s'occupa dès lors « de décerner des certificats de civisme lorsqu'on ne lui demandait que des certificats d'études. »

D'autre part, l'enseignement primaire doit être l'enseignement élémentaire de tout le monde et non celui du peuple seulement. Il n'y a pas deux cultures à

répandre : l'une, authentique, pour la bourgeoisie, l'autre, « en toc », pour les ouvriers. Mais les fondateurs étaient les hommes au pouvoir. Il fallait façonner les esprits, et de tous, se faire des fidèles. Ils créèrent une littérature primaire, œuvre souvent de déchets et de déclassés de l'intelligence, une fausse vérité qui n'était plus la vérité.

La vérité est donc réservée, avec l'enseignement secondaire, au hasard de la naissance. Cet état de choses sera battu en brèche par les Producteurs et le Bureau technique de l'Etat, puis par une réforme de l'enseignement, ouvrant ses degrés à tous ceux qui en auront intellectuellement l'aptitude. Mais, pour cela, il faut qu'il y ait unité dans l'enseignement base, il faut que l'instruction primaire de l'Ecole et celle des petites classes des lycées soient la même. Il faut aussi que la dignité soit rendue à l'instituteur et qu'on lui redonne son vrai rôle, réduit, mais épuré.

Faire son programme d'un rudiment, ce n'est pas abaisser l'Ecole, car une culture populaire doit naître surtout à côté, de l'expérience de la vie elle-même, mais il faut que le programme primaire soit à la technique manuelle ce qu'est le programme secondaire à la technique en général, c'est-à-dire qu'ils constituent de véritables Humanités primaires. Il en est, hélas, bien loin, et l'enseignement officiel est tombé si bas selon M. G. Maire, qu'il « demande un liquidateur pour cette faillite. »

Sera-t-il aussi sévère pour l'enseignement Supérieur ? Le vice capital des deux précédents, il le trou-

vait dans « la confusion permanente de la culture désintéressée et de la formation professionnelle ». Leur rôle n'est pas tout cela puisqu'il est uniquement celui d'Humanités authentiques. Celui de l'enseignement supérieur est-il le même ? Il semble bien que non et qu'il soit, au contraire, l'étape de transition entre la culture générale du Lycée et l'institut d'application et de spécialisation professionnelles. L'expression « Enseignement supérieur » n'est donc pas qu'une expression. Elle énonce une unité de but qui ressort de ce que le recrutement est le même, c'est-à-dire secondaire. Mais cette unité dans la formation d'esprit à l'origine, à l'arrivée, ne devient-elle pas diversité et diversité aussi grave que celle des différentes destinations professionnelles ultérieures ? Non, et là aussi il y a unité, car toutes ces catégories rentrent dans une seule : la Production.

La Production est faite de la mise en valeur du capital spirituel et du capital matériel. Etudions-le donc successivement.

D'abord la production matérielle. La culture, à des degrés différents, est la même pour le Producteur et pour le petit patron. Qu'il soit l'un ou l'autre, l'essentiel pour lui est la connaissance des hommes. Il doit aussi pouvoir pénétrer à l'occasion dans une spécialisation de son entreprise. Il lui faut donc, à l'aide de sa culture générale, pouvoir transporter ses connaissances, ce qui demande de l'« agilité de l'esprit de finesse », qui lui sera procuré par toute culture générale, qu'il suive ensuite les cours de Polytechnique ou ceux des Hautes Etudes. L'ensei-

gnement supérieur comprend donc bien la préparation d'une technique par la culture générale.

De même pour l'écrivain. Sa part personnelle est grande — et ne provient pas d'école déterminée — et essentielle. Pour l'artiste, au contraire, la transition est plus nette aux Beaux-Arts ou au Conservatoire. Quant aux techniciens, bien que spécialisés ultérieurement, ils possèdent une culture générale commune, qu'ils puisent à Polytechnique ou à Centrale.

Ceux qui transmettent le capital spirituel, les professeurs, tout spécialisés qu'ils soient aussi, sortent pourtant d'une Sorbonne ou d'une Ecole normale unique, dans l'atmosphère intellectuelle desquelles s'est formé leur esprit.

Ceux qui gardent ce capital spirituel : bibliothécaires ou archivistes, ont pourtant, bien que techniciens, puisé aux Chartes une même culture générale. Les commerçants la prennent à l'Ecole primaire supérieure avant de passer par l'Ecole professionnelle.

Considérons les professions chargées de la défense de l'ordre social. Le magistrat, l'administrateur, l'ambassadeur, avant d'arriver au tribunal, dans son ressort ou à son poste diplomatique, véritables écoles d'application, reçoivent une formation d'esprit identique à la Faculté de Droit. L'officier applique à l'art purement militaire des manœuvres les notions plus générales reçues à Saint-Cyr.

Les professions libérales, telles que médecins ou avocats, ont leurs écoles d'application au barreau ou à la clinique, et ils reçoivent aussi de la Faculté leur culture générale.

Par la culture générale, l'enseignement conduit donc bien l'esprit vers la spécialisation professionnelle. Il ne donne pas celle-ci, mais y prépare et en cela il est un. Il y a relation étroite entre ces deux connaissances en vue de leur utilisation prochaine dans un but direct ou indirect : la Production. La transmission des connaissances acquises au moyen de l'établissement d'enseignement, qu'il soit primaire, secondaire ou supérieur, sera une aide puissante à la production nationale. Par là, elle rapprochera de plus en plus l'élément intellectuel des réalités économiques, ce qui est le devoir actuel de l'Intelligence.

A propos des autres rouages chargés de la transmission de la pensée humaine et collaborateurs directs de l'enseignement, la doctrine néo saint-simonienne n'est pas encore nettement présentée. Le *Producteur* a bien fait paraître certaines études sur ces sujets, mais ce sont plutôt œuvres de documentation que de doctrine. Les seules tendances manifestes que révèle leur lecture sont des tendances générales.

La Presse, par exemple. — La France est le seul pays du monde où l'opinion publique est reflétée uniquement par la presse de la capitale et où ne comptent presque pas les journaux de province. Ceux-ci, pourtant, par leur importance et leur valeur méritent mieux que l'ignorance et ils doivent eux-mêmes travailler en se libérant de la tutelle, à éclairer l'opinion publique en collaboration d'égal à égal avec les journaux parisiens.

Autre point concernant celui-là, la presse en géné-

ral. On l'accuse d'être vendue aux gros actionnaires. Pourquoi ne pas stigmatiser, plutôt qu'une nécessaire alliance avec la Production, une publicité coupable et mal comprise en faveur de « pharmacie anonyme et de la finance honteuse ».

Le Livre. — Le *Producteur*, exposant les travaux du Congrès de 1921, constate l'infériorité de la Librairie française et expose les remèdes préconisés : l'établissement de Commissions mixtes où s'interpénètrent les idées des différents ouvriers du Livre et la collaboration de l'Etat à l'œuvre de relèvement. L'important est que les résolutions ont été prises par des groupements et ont le caractère de résolutions syndicales. Les résultats peuvent se résumer ainsi ; contrôle mutuel des classes ; acheminement vers la création du Bureau Technique de l'Etat, avec la Semaine du Commerce Extérieur et l'Office permanent, avec les négociations pour la révision des conventions de Berne, etc..., et enfin, triomphe du Syndicalisme sur le Corporatisme. Le *Producteur* se déclare satisfait de ces résultats en général et souhaite voir la C. T. I. étudier de plus près le problème du Livre.

Cette partie ne peut être que fort brève en se rapprochant, en même temps que de l'Intelligence, force individuelle, de l'Intelligence organisée et plus généralement des forces collectives auxquelles nous arrivons maintenant.

L'organisation, tel est le dernier moyen qui aidera l'intelligence à s'affranchir et à prospérer dans le but général de Production.

Ainsi, pour mener à bien sa tâche, l'Intelligence s'appuiera pour la création de connaissances nouvelles, sur l'assurance et le crédit; pour la transmission de ces connaissances, sur les organismes vulgarisateurs multiples que sont l'Enseignement — qui préparera également les esprits pour la découverte — la Presse, le Livre, les Spectacles, elle trouvera enfin une force nouvelle en suivant la société dans sa marche, en s'organisant, mais, dès lors, elle cesse d'être force individuelle et son étude relève de celle des forces collectives dans lesquelles elle s'intègre.

III. — LES FORCES COLLECTIVES

A côté de ce levier pulssant qu'est l'Intelligence, d'autres facteurs d'action et de progrès : les forces collectives. Alors que l'initiative, l'esprit de création et d'invention, sont des facteurs ne relevant que de l'individu par le hasard de la naissance, ces forces, au contraire, sont forces de masses et tirent leur puissance du nombre. Le Nombre a des vues bien diverses il est vrai. Mais, qu'on lui insuffle une volonté et un esprit communs, il augmente d'autant sa puissance.

Dans bien des domaines il a été long à le comprendre ou à en faire son profit. Bien des obstacles l'ont gêné : obstacles législatifs, comme la loi Le Chapelier, ou obstacles de fait, comme les diversités d'intérêts. Mais, tout de même, dès que les hommes eurent reconnu les affinités qui les liaient aux uns plutôt qu'aux autres, consciemment ou inconsciemment, ils se rapprochèrent en groupes qui s'unirent entre eux ou s'opposèrent. Ce mouvement a abouti aux deux principales sortes de forces organisées : les forces géographiques et historiques et les forces sociales.

Les premières ont ceci de particulier qu'elles naquirent fréquemment de la communauté d'opinions ou de sentiments. Elles comprennent bien, évidemment, un certain degré d'intérêt matériel, mais elles sont souvent dominées par le sentiment. D'ailleurs, leurs intensités composantes ne se sont pas toujours souciées de se réunir en une résultante unique, somme de leurs intensités diverses. Ce ne sont pas elles qui ont imaginé une hiérarchie. Souvent, elles l'ont méconnue ou ignorée, souvent combattue ou reniée. Le gouvernement est une conception juridique que la nation n'admet pas toujours.

Il n'en est plus de même des forces sociales plus ou moins professionnelles. Si elles ont parfois également à l'origine un facteur sentimental comme l'affinité de classe, elles ont aussi et surtout un mobile d'intérêt purement matériel et immédiat qu'elles trouvent, ou dans la solidarité à l'intérieur de la profession, ou dans la solidarité dans le degré social. Sous leur forme moderne, le Syndicalisme, elles sont, en outre, de formation récente; ceci s'explique facilement.

D'abord par l'évolution de la législation. L'Ancien régime enfermait les activités professionnelles dans des cadres qui se démodèrent et que la Révolution brisa, mais en séparant les individus qui ne purent se rejoindre que beaucoup plus tard, quand les faits économiques imposèrent leur loi.

La réalité économique, d'ailleurs, avait changé elle aussi. Au petit atelier de l'artisan avait succédé la manufacture; au travail des bras, celui de la machine. Par le jeu même de cette évolution, les hommes se

trouvèrent réunis en grand nombre et, de leurs souffrances communes, naquirent des appétits communs. L'Usine avait définitivement tué la Corporation et créé avant la loi le Syndicat. Cette force nouvelle fut une force consciente.

Réunis en fait, les individus ne se réunirent en droit que par effet de leur volonté individuelle quand ils en eurent discerné l'utilité. Dans leur esprit, l'association avait des buts précis. Elle avait également des limites distinctes soumises à des fluctuations économiques et non plus exclusivement politiques.

Les syndiqués comprirent aussi qu'elle ne serait forte qu'en étant une. Elle ne pouvait être une que par l'unité de pensée (déjà établie) et l'unité de direction qu'ils établirent dans la personne de leurs délégués. Elle ne pouvait pas non plus être une sans l'organisation méthodique et hiérarchisée, allant du simple syndicat aux confédérations générales Interprofessionnelles, en passant par les Unions professionnelles de Syndicats.

La force sociale a donc les caractéristiques suivantes : directement ou indirectement elle a le caractère professionnel, elle est de formation généralement récente, elle ne résulte pas uniquement de l'intuition sentimentale, mais aussi d'un intérêt matériel bien ou mal compris ; elle est œuvre véritablement consciente des volontés qui l'ont organisée et hiérarchisée.

Étudions d'abord ces forces sociales. Le caractère qui intéresse le plus les apôtres de la production, c'est évidemment ce caractère économique ou plus pré-

cisement professionnel, et cela en raison des deux éléments qui le composent : l'un moral et non réfléchi, l'affinité ; l'autre, réaliste et réfléchi, l'intérêt. De ce caractère, résulte qu'elles englobent tous les agents du monde économique, qu'ils appartiennent au Commerce, à l'Industrie, aux Transports ou à l'Outillage général, qu'ils soient travailleurs manuels ou techniciens, fonctionnaires ou hommes des professions libérales, petits patrons ou grands producteurs, écrivains, artistes ou savants, commerçants ou consommateurs, épargnants ou financiers. Pour la commodité de leur exposition, nous diviserons l'étude de ces forces sociales en quatre sections principales : capital, intelligence, consommateurs, travail.

Il importe dès maintenant de remarquer ce que cette division comporte d'arbitraire et peut-être même d'incomplet. Un financier peut être en même temps écrivain et par là même, confondre en sa personne le Capital et l'Intelligence. Le consommateur, l'épargnant ne sont, d'autre part, que des aspects du citoyen ; ils sont, en même temps, avocats ou banquiers, ouvriers ou patrons. Il faut aussi souligner que, dans la division adoptée, « Intelligence » est plutôt pris comme abréviation du travail intellectuel, mais tout de même du travail.

L'étude sera précédée d'un exposé des conceptions néo saint-simoniennes des principales réalités économiques nécessaires à la compréhension du sujet et à la critique finale : du Capital, de l'Epargne, du Crédit comme de l'Outillage ou de l'institution de l'Héritage.

La première section comprendra l'étude de la réalité

avec la Ploutocratie et de la possibilité désirable avec le règne des épargnants, Dans la seconde, seront rangés tous ceux qui vivent de leur labeur intellectuel : avocats, médecins, professeurs, hommes de lettres, fonctionnaires, artistes et techniciens et aussi, un peu arbitrairement, peut-être, les chefs d'entreprise, les Producteurs qui pourraient être d'autre part rattachés au Travail. — Dans le Travail seront étudiées successivement les forces corporatives et forces syndicales. Ces dernières chez les agriculteurs, les commerçants, les techniciens et, finalement, chez les ouvriers, où se trouve la réalité la plus avancée et la plus rationnelle. Enfin, l'organisation des consommateurs fera l'objet d'une quatrième section.

* * *

Sous le terme de « biens », on confond généralement deux notions distinctes, richesse et fortune, que pourtant deux facteurs importants différencient : le facteur temps et le facteur certitude. La valeur présente et actuelle d'une entreprise en constitue la richesse alors qu'au contraire, sa fortune est composée de cette richesse plus les modifications qu'elle subira dans l'avenir.

D'où, la seconde différenciation. En tant qu'actuelle, la richesse est immédiatement déterminable avec certitude, puisqu'on en possède tous les éléments. La fortune est au contraire faite d'avenir, c'est-à-dire de possibilités. L'entreprise peut périlcliter, elle peut aussi prospérer. De tous ces changements on ne peut à l'avance, se faire une idée sûre. Introduire la notion

de fortune, c'est donc aussi faire intervenir celle d'incertitude.

L'écart entre la richesse et la fortune, c'est-à-dire entre l'état actuel et l'état futur, constitue le crédit de l'affaire. A ces deux notions de richesse et de fortune, correspondent deux sortes d'épargne. Une épargne en quelque sorte positive, qui engendre le crédit, c'est-à-dire vise à la transformation en fortune, et une épargne négative : la thésaurisation, qui immobilise la fortune sous forme de richesse. Tel est le point essentiel discerné par M. F. Gros, partant de la théorie de M. Rist.

L'épargne est un prélèvement sur le revenu. Le revenu initial et complet ou revenu brut est composé de la somme des dépenses de reconstitution et de mise en œuvre, et de ce qu'on appelle le revenu net, se composant lui-même des dépenses de consommation et de l'épargne proprement dite. D'après M. Rist, celle-ci est une dépense, source de futurs revenus. C'est l'épargne créatrice, à côté de laquelle la thésaurisation prélève l'épargne réserve.

Pour M. F. Gros, la terminologie basée sur la différenciation de la fortune ou de la richesse est meilleure. L'épargne réalisatrice est en effet un agent de renouvellement de la richesse et de son développement futur, c'est-à-dire, de la fortune, tandis que l'épargne réserve, soustrayant au jeu normal de la production une part de revenu, est par essence richesse. Elle l'immobilise dans le moment présent et semble arrêter le cours du temps à sa valeur actuelle. « Calquer la définition des deux sortes d'épargne sur les dé-

finitions antérieures de la richesse et de la fortune, offre donc l'avantage de réduire à une idée simple, à l'introduction ou à la suppression du facteur « temps réel », leur opposition ou leur caractère complémentaire ».

Avant de songer à épargner, il faut songer à reconstituer le capital fortune. Epargner c'est l'augmenter, c'est-à-dire entretenir, réajuster et créer ce qui en constitue l'instrument, l'outillage, « ensemble de tous les moyens dont l'homme dispose pour exploiter les ressources naturelles ». L'outillage, matériel ou spirituel est toujours collectif. L'épargne-fortune est donc œuvre collective, tandis que l'épargne-réserve est individuelle dans la thésaurisation, mais devient, dans les méthodes actuelles de dépôt, un compromis entre la tendance collective et la tendance individuelle.

M. Rist différencie clairement les deux sortes d'épargne dans leurs manifestations les plus importantes : le marché à court terme ou monétaire et le marché à long terme ou financier.

I. — L'Epargne-fortune, par l'emploi individuel ou l'achat d'obligations ou d'actions, sert toujours à la transformation de l'outillage.

II. — Le jeu du marché à court terme peut être troublé par une crise, en ce que la restitution éventuelle est œuvre de collectivité et ne procure pas la stabilité nécessaire à la création de l'outillage.

III. — Le jeu de l'offre et de la demande, et le désir de possibilité immédiate de restitution donne une amplitude beaucoup plus grande aux réactions du cours du taux de l'escompte qu'à celles de l'intérêt.

Ce qu'il importe d'établir pour résumer cette diversité des deux épargnes, c'est que, contrairement à l'épargne-réserve, l'épargne-fortune est à dessein collective parce qu'elle tient compte de l'outillage, créateur de fortunes. La notion de fortune n'étant intelligible que dans une vie de société, quel que soit le mobile intéressé ou cupide qui l'inspire, le geste de l'épargne-fortune « dépasse le geste individuel ».

Quels sont les éléments des principales catégories d'épargne ? L'ouvrier ne peut épargner qu'en prévision des jours mauvais, de la maladie ou de la vieillesse, par l'assurance ou la thésaurisation, ce qui ne constitue, dans les conditions actuelles de l'assurance, qu'une épargne trompe-l'œil. Elle n'est réelle que s'il use du moyen que lui fournit la paternité. Les économies qu'il fait pour nourrir les enfants qu'il élève, constituent une épargne-richesse qui deviendra une épargne-fortune quand, par leur travail, ces enfants lui viendront en aide. Il en est de même pour l'ouvrier agricole. Quant au fermier et au propriétaire, ils doivent reconstituer leur outillage et leur cheptel périodiquement. Dans l'épargne ouvrière et paysanne, l'épargne-richesse n'est donc possible qu'après le réajustement de l'outillage humain, animal ou mécanique.

Dans les professions libérales, cette même subordination existe, mais l'épargne n'y est que l'instrument. Pour l'intellectuel, elle est l'instrument de l'invention et de l'initiative. Il importe donc d'encourager, contrairement à ce qui a été fait, celles-ci plus encore que celle-là.

Une dernière notion reste à déduire de celles de richesse et de fortune, d'épargne et d'outillage, celle de capital. La notion de capital est une des plus discutées. Elle est confondue tantôt avec la monnaie, tantôt avec l'outillage, tantôt avec la richesse.

Pour M. F. Gros, le Capital est la partie « immédiatement monnayable » de l'ensemble de la fortune et de la richesse. M. Gros arrive à cette définition au terme d'une de ces analyses exactes, chères au *Producteur*, et dont nous retiendrons ici l'essentiel.

Le Capital, en premier lieu, se différencie de la Richesse, telle qu'elle est définie plus haut. Celle-ci, en effet, c'est la valeur réellement existante dans un moment donnée, considérée en elle-même, sans tenir compte de l'avenir. Mais l'idée de Capital évoque l'idée d'Entreprise; elle implique la notion du temps, de richesse « en puissance », c'est-à-dire de Fortune, selon le vocabulaire de M. Gros.

Néanmoins, le Capital n'est pas le simple équivalent de cette dernière. Nombre des valeurs qui la constituent ne sont, en effet, que des richesses à naître. Or, le capital ne saurait consister qu'en une richesse effective.

Il faut entendre par Capital la richesse réelle d'une entreprise, inventoriée à un moment quelconque mais précis de son histoire. Le chiffre exprimant le capital n'est donc significatif que par comparaison, comme un point géométrique sur une trajectoire.

Une richesse vraiment actuelle sera nécessairement sinon déjà monnayée, du moins monnayable sans dé-

lais. L'outillage ne rentre donc dans le capital que s'il satisfait à cette condition. Mais il faut se garder de confondre le Capital avec la Monnaie elle-même. Celle-ci ne représente que de l'épargne-richesse et ne nous apprend rien sur son origine et son avenir. M. Gros voit dans cette assimilation erronée du capital et de la monnaie la cause principale du malentendu opposant Capital et Travail. Pour opposés que soient les systèmes d'Adam Smith, de Proudhon ou de Karl Marx, les uns comme les autres ont méconnu la valeur du travail du chef d'Industrie, organisateur de la Production.

Ces considérations permettent de joindre à la notion d'un capital matériel celle d'un capital spirituel.

Les Intelligences individuelles constituent les ressources naturelles de l'esprit comme le bois, les métaux, etc... constituent celles de la nature. De même, la connaissance est l'outillage spirituel, ce qui revient à dire que l'intelligence individuelle est la richesse et que la connaissance la transforme en fortune. Pareille rencontre est bien rare et c'est ce qui rend difficile la définition du capital spirituel. Pourtant, ce capital est admis. Les traitements des diplômés ne sont-ils pas une sorte de paiement ? Les examens ne servent-ils pas à déceler la rencontre de la connaissance et de l'intelligence. Si disproportionnés que soient les traitements aux qualités intellectuelles, ils n'en sont pas moins l'indice sûr d'une reconnaissance juridique de capital spirituel.

La définition précédente convient donc aussi bien à l'élément intellectuel. Partant d'une notion d'expé-

rience particulière, on arrive à une notion théorique générale. Elle corrobore en outre la différenciation entre fortune et richesse. C'est pour ces multiples avantages que M. F. Gros l'établit et que le *Producteur l'a* fait sienne.

Le capital, résultat de l'épargne et augmenté par le jeu de l'outillage s'acquiert ainsi et se transmet par l'Héritage qui est aujourd'hui une institution très discutée. On invoque tour à tour, pour ou contre, l'intérêt de la famille ou l'injustice de la répartition. Ce qu'il importe surtout de savoir, c'est si l'héritage est une pure création juridique ou s'il résulte d'un instinct naturel. Les lois ne valent qu'autant qu'elles enregistrent l'évolution de l'esprit humain. A la base de l'héritage existe bien l'instinct paternel; — il ne sera ici question de l'héritage de proche à proche, l'autre étant d'une légitimité douteuse — Vu du dehors, il peut paraître condamnable.

Par lui, on peut être imbécile et riche, intelligent et pauvre. Mais, il n'en est pas moins vrai qu'il répond à un désir bien humain : voir ses enfants pourvus contre les risques de la vie. Il constitue l'assurance que le père prend pour son fils contre les risques généraux, et principalement ceux de la jeunesse. Il a donc un fondement psychologique essentiel contre lequel la loi restera impuissante, et un élément contingent : la modalité sociale, qu'elle pourra seule modifier. Il est naturel que cette modalité ait varié avec les formes mêmes de la famille.

Ce fut d'abord la famille considérée comme se con-

tinuant sans cesse qui eut la propriété de l'héritage, d'où le droit d'aînesse. Puis, la Révolution dissocia la famille et libéra les individus. L'héritage devint individuel. Ses variations n'avaient fait que se calquer sur les réalités sociales.

Si l'instinct paternel des possédants légitime l'héritage, le même instinct conduit les attaques des non possédants. Eux aussi, ont souffert des risques de la vie et voudraient en préserver leurs enfants. Ne le pouvant, ils crient à l'injustice et demandent purement et simplement la suppression d'une institution dont ils ne profitent pas. Cette suppression est irréalisable puisqu'elle se heurte à un sentiment profond. Le remède ne serait-il pas plutôt dans la généralisation de l'assurance que donne l'Héritage ? Cette assurance en constitue l'essentiel. Une telle généralisation ne peut-elle être attendue pour l'époque où, avec l'organisation du Travail, de l'Intelligence et du Bureau Technique de l'Etat, sera réorganisé le Crédit ?

Si le crédit futur fournit à l'élite pauvre les moyens dont elle n'a pas été pourvue par un père, s'il lui permet d'inventer et de réaliser, la crise de l'Héritage sera résolue. Le placement assuré ainsi à la pensée créatrice par le Bureau technique de l'Etat sera la garantie de son autorité. C'est vers lui que s'orientera le capital héréditaire dont la disparition, dès lors, n'apparaîtra plus comme nécessaire aux êtres non pourvus, puisque au contraire, c'est de lui qu'ils tireront les moyens de mettre en œuvre leurs qualités intellectuelles. Cette réorganisation du crédit a des rapports

étroits avec la réorganisation de l'Enseignement dont il a été déjà question et qui, seule, en fera pénétrer l'idée dans les esprits.

* * *

Mais nous sommes encore bien loin de cette terre promise et les possédants, loin d'orienter leur argent dans ce sens, ne peuvent même se préoccuper de son placement. Cela tient à beaucoup de raisons, dont les principales sont les suivantes :

Le Capital est possession des Epargnants, Ils sont sûrement propriétaires, mais ils ne sont pas détenteurs. D'autres se sont chargé pour eux de la direction de leur argent. Ce commerce les a d'ailleurs, fait riches et puissants. N'ont-ils pas l'exclusive disposition du « nerf de la guerre ».

N'ont-ils pas aussi, ces ploutocrates, dans le syndicalisme inavoué qui les lie, une force occulte et peut-être plus puissante encore. Comment ce syndicalisme ne serait-il **pas le plus fort** ? N'ayant aucune existence juridique, étant d'essence virtuelle et non concrète aux yeux de l'observateur, comment n'échapperait-il pas au contrôle et aux réglementations d'Etat ? De derrière son écran protecteur, pourquoi ne défierait-il pas les autres syndicalismes ?

Les Financiers sont les dispensateurs du crédit : ils subventionnent les journaux et, par là, créent les mouvements d'opinion, font les élections, c'est-à-dire portent au pouvoir des défenseurs et des amis. Ils sont les agents indispensables de toute entreprise. Leur domaine est aussi bien politique qu'économique et social,

ils sont les puissances de la société actuelle. Contre eux, l'opinion s'indigne. Sont-ils pour cela des gens malhonnêtes ? Pas forcément ; ils font simplement leur métier et gagnent leur argent. Mais le déséquilibre avec les autres forces fait scandale. Les protestations s'élèvent de toutes parts.

Les remèdes proposés sont, en général, inopérants. Un gouvernement fort ? Mais il serait faible près d'une action internationale aussi puissante.

Une organisation corporative ? Mais la Ploutocratie l'affamera.

Une organisation bancaire spécialisée ? Mais la banque ne fonctionne que par l'abondance et la dissémination du risque.

Une mesure législative ne sera qu'un décret inapplicable ou une cause de révolution communiste.

Toutes ces solutions pèchent par leur base, et risquent d'ailleurs d'épargner le Financier parasite et d'éliminer le nécessaire Capital et le nécessaire Chef d'entreprise, trop souvent confondus par les partisans de la dictature du Prolétariat.

Par quel processus l'argent de l'Epargnant passe-t-il aux mains du financier ? Par le mécanisme du dépôt. L'argent de l'épargnant disparaît derrière des guichets sans que jamais son propriétaire sache ce qu'il est devenu. Il n'en a pas le droit, il peut seulement demander son remboursement. Le plus souvent, il n'en a pas non plus le désir, car c'est pour lui un souci de moins de s'en remettre à d'autres du soin du placement.

La banque s'efforcera par tous les moyens de ga-

gner de l'argent en faisant fructifier celui qu'on lui confie. Elle emploiera les moyens nécessaires, c'est-à-dire le placement rémunérateur et l'argent de l'épargnant français sera peut-être remis à des firmes allemandes, celui du conservateur à une organisation communiste : ce n'est pas son affaire. Il viendra toucher son intérêt ou retirer son argent, c'est tout. Son argent s'éparpillera sur le monde dans des consortiums étrangers ou français, mais essentiellement internationaux. Telle est la Ploutocratie, tels sont ses moyens. Par l'intermédiaire des fonds d'Etat, elle est une puissance politique. Par celui des entreprises privées, une puissance économique et sociale. Elle agit sur tous les rouages de la société et sur tous ses éléments ; sur l'ouvrier, par le journal et la propagande, sur l'intellectuel et le technicien, par ses offices ; sur le patron, par le banquier, dispensateur du crédit, d'après des considérations dépendant surtout de la « cote d'amour ».

Aucun des remèdes proposés n'étaient efficaces contre une telle force. Leurs auteurs, il est vrai, ne connaissaient pas cette puissance nouvelle qu'est le syndicalisme, et c'est dans ce Syndicalisme, dans celui des Epargnants, des propriétaires du capital, qu'est la guérison de la plaie du monde moderne : la Ploutocratie.

Tout consommateur est épargnant. Tout homme qui, recevant de l'argent, en garde une certaine part, constitue une épargne. L'ouvrier, nous l'avons dit, ne constitue guère, au point de vue individuel qu'une épargne

trompe-l'œil. Mais, au point de vue collectif, l'importance de son épargne est plus qu'une simple apparence ; c'est une réalité, et ce serait même une réalité excessivement importante si le dépôt en banque se généralisait dans les milieux ouvriers..

D'ailleurs, s'il constitue le type le plus nombreux de l'épargnant, il n'en constitue pas le type le plus important au point de vue de l'apport individuel, car tout citoyen, tout consommateur épargne, le patron comme le technicien, le fonctionnaire comme le commerçant. L'épargnant, c'est donc tout le monde, alors que l'argent, c'est-à-dire la puissance latente, c'est une poignée de magnats. C'est de l'excès du scandale que naîtra le remède.

Les Syndicalismes particuliers, ouvriers, patronaux, techniques, intellectuels, se développent ou s'organisent. On peut prévoir le jour où, définitivement formés, ils ne constitueront plus qu'un Syndicalisme général, le Syndicalisme du citoyen. Sur quel critérium ? civique, économique ; de la consommation ou de l'épargne ? Le *Producteur* préconise le syndicalisme des épargnants qui aura l'avantage que nous connaissons. Il existe déjà en puissance latente sous la forme de l'Association nationale des Porteurs français, créée en 1898 par des collectivités d'épargnants. L'Association renseigne les porteurs et défend leurs intérêts. Dans son centre d'information, elle rassemble et étudie les documents utiles. Elle collabore avec des commissions administratives pour la préparation des lois et d'instruments diplomatiques. Son action de défense s'organise peu à peu et a déjà obtenu des résultats

importants. Progressivement, l'organisation du Syndicalisme des épargnants s'étendra aux autres formes comme le dépôt. Progressivement aussi devront se développer et se multiplier les bureaux d'information du type de l'Association des Porteurs français. L'information portera sur la situation de tous les pays dans lesquels l'épargnant a fait des placements. Ce Syndicalisme ainsi esquissé et supposé parvenu à un certain stade de développement, aura des caractéristiques à lui spéciales.

La principale sera la nécessité d'un état d'esprit particulier de ses dirigeants. Ils devront être circonspects plus qu'audacieux, pessimistes plus qu'enthousiastes, réalistes plus qu'idéologues. Il leur faudra une documentation formidable au service d'une intelligence aigüe et prévenue. A la tête de ce syndicalisme, un Confédération de l'Epargne pour la direction de laquelle M. G. Darquet propose spirituellement Jacques Bainville qui, dans son ouvrage « *Comment placer sa fortune* », se révèle le type du dirigeant de l'épargne syndicalisée.

Des conséquences de première importance résulteraient de cet état de choses nouveau.

I. — L'Epargne resterait en possession de l'argent et en disposerait. Ainsi déchu, le financier deviendrait son salarié. Le nombre reprendrait sa puissance et remplacerait la Ploutocratie.

II. — La fortune du pays pourrait être évaluée ainsi que la part attribués aux différents programmes nationaux.

III. — Particulièrement à l'Intelligence — et il en a

déjà été question à propos du crédit intellectuel — la part étant fixée au préalable, serait répartie entre les intelligences avalisées vis-à-vis de l'Epargne par les organisations intellectuelles collectives comme la C. T. I.

Par le Syndicalisme des épargnants sera donc « réalisé dans l'Etat et sans les révolutionnaires, le contrôle des banques qui marquera la fin de la Ploutocratie ». Par lui seul, l'intelligence pourra attendre le crédit, qu'il soit industriel ou purement intellectuel, si elle aussi sait s'organiser.

* * *

Cet effort d'organisation, elle l'a accompli, poussée par l'impérieuse nécessité d'une situation de jour en jour pire. Expliquons-nous d'abord sur le sens du mot « Intelligence ». Il ne s'agit plus ici de l'intelligence, facteur individuel de création, mais de l'intelligence classe, de l'intelligence, ensemble des travailleurs intellectuels : de l'avocat ou du médecin, de l'ingénieur ou du romancier et cette classe sociale s'est révélée la sacrifiée à la suite de la guerre. Nul n'ignore le temps et l'argent qu'exigent les études quelles qu'elles soient. Nul n'ignore ce que coûte l'établissement d'un cabinet médical, ni non plus, le temps qu'il faut pour se créer une clientèle. Les débuts du médecin sont laborieux, il en est de même de ceux de l'avocat, lui aussi a un cabinet à installer, et doit se faire une clientèle ; de plus, il plie sous le fardeau que lui impose l'assistance judiciaire. Quant aux profes-

seurs, ils doivent s'adonner à des besognes à côté pour réussir à tenir la place convenable. Les ingénieurs ne sont pas plus payés que les manœuvres, au moment de leur sortie de l'Ecole.

L'écrivain touche des droits d'auteur dérisoires pour le travail qu'il doit fournir. Le savant fait de l'enseignement pour vivre.

Tous ces gens ont cela de commun qu'ils n'ont bien souvent réussi leurs études qu'à la suite de privations et de dettes, de dettes qu'il faut rembourser dès qu'ils ont leur situation.

Mais ils payent le pain aussi cher que l'ouvrier manuel; ils sont obligés de tenir un autre rang. Comment sortir de cette impasse ? Comment faire face à une misère qu'ils ne peuvent pas toujours dissimuler ?

Leurs esprits se sont émus, ont étendu leur horizon et trouvé le secret du bonheur relatif des autres classes dans leur organisation qui, seule, permettait la défense de leurs intérêts. Les deux égoïsmes de classes que constituaient ouvriers et patrons devenus ennemis, ont enserré entre eux les intérêts intellectuels sans voix pour les défendre. Il fallait donc réagir, faire savoir qu'on existait et qu'on voulait vivre.

C'était une nécessité pour le pays comme pour les individualités. La pensée était en péril, délaissée pour des travaux manuels plus rémunérateurs. Les situations libérales n'attiraient plus. Comment en serait-il autrement ? Si on n'avait plus les moyens matériels de vivre, on avait de moins en moins le prestige moral nécessaire à l'accomplissement du métier.

Comment l'ouvrier respecterait-il l'ingénieur moins

payé que lui ? Comment le typographe ne mépriserait-il pas le rédacteur ? Il fallait donc, pour assurer à nouveau ce recrutement d'importance nationale, lui redonner son prestige. Le seul moyen, c'était d'abord de lui permettre de vivre, ensuite de vivre mieux.

Bien des voix avaient formulé des revendications ; elles ne furent entendues que du jour où elles se groupèrent dans une commune et forte volonté mandatée par la collectivité. De leurs efforts, réunions, articles, campagnes de presse, s'est dégagée une conscience nette du danger.

Des assemblées de la Closerie des Lilas, elle se développa et tous furent convaincus. Après avoir longtemps cherché leur voie, se rapprochant de la C. G. T. qui les repoussait, les Intellectuels s'éloignèrent également des organismes patronaux qui voulaient les attirer. **Enfin, le 21 mars 1920**, grâce à l'effort d'hommes comme MM. de Weindel, Henry de Jouvenel, Romain Coolus, etc..., fut fondée la Confédération des Travailleurs Intellectuels, la C. T. I., Union des syndicats intellectuels.

Pourquoi une si tardive formation ? Le péril était connu et dénoncé depuis longtemps, c'est vrai, mais toutes les solutions proposées isolaient l'intelligence dans une tour d'ivoire sans communication avec le monde. Ce vice cessa surtout à la suite des articles de M. Henri Clouard dans *L'Œuvre* et le *Mercure de France*. Il démontra la nécessité de l'union avec les techniciens, donnant ainsi à la Confédération future « le point d'appui et la réforme sociale dont elle a besoin ». Par leur intermédiaire, l'Intelligence parti-

cipe à la puissance économique sur laquelle elle peut désormais s'appuyer. Les techniciens formés à la discipline intellectuelle y virent aussi leur intérêt et c'est de l'union de tous qu'est née la Confédération nouvelle.

Elle groupe aujourd'hui environ 150.000 adhérents, a déjà beaucoup travaillé pour eux et beaucoup obtenu. Son organisation est puissante. C'est un rouage fédératif et non syndical. Elle est organisée, dit l'article 2 des statuts, « entre le plus grand nombre possible de collectivités représentant les différentes professions intellectuelles, libérales, techniques » ; chacune conservant « de la façon la plus absolue sa personnalité propre ainsi que son entière autonomie et le choix de ses moyens d'action en ce qui concerne son objet ou ses intérêts particuliers ». Elle est divisée en section, au nombre de douze : Art dramatique et musical, Arts graphiques et plastiques, Enseignement, Etudiants, Fonctionnaires, Lettres, Presse, Professions libérales, Sciences pures et appliquées, Techniciens du commerce, Techniciens de l'Industrie, Groupements divers.

Les syndicats nomment des délégués constituant une Assemblée générale chargée d'élire un Comité directeur qui désigne le bureau. La première étude se fait à la section. Ceci mettra en lumière un des caractères de la C. T. I. Pour solutionner les problèmes posés on fait appel aux hommes les mieux qualifiés, étrangers ou non à la Confédération. Les sections établissent la liste des problèmes et des revendications et celles des hommes. Les revendications,

Harmonisées par le secrétariat, sont transmises au Comité directeur qui a, lui, le pouvoir exécutif. Ces revendications, c'est d'abord l'amélioration de la situation matérielle : salaire minimum, contrats-types, indemnités de congédiement, retraites, étude du projet de participation aux bénéfices. Ce sont ensuite des vœux plus généraux, tels que ceux concernant la politique financière, la réforme de l'Enseignement, etc.

Ce programme est vaste; la Confédération le réalisera par l'organisation d'une propagande active, par le tract, le journal, l'affiche, la conférence, par la mise en relations avec les organismes politiques ou administratifs, l'arbitrage dans les conflits professionnel et aussi par la grève, car la C. T. L. admet sa possibilité, mais seulement dans les cas extrêmes. Toutes ces considérations sont résumées dans le manifeste de la Confédération.

Son organisation n'est pas sans avoir soulevé la critique. M. René Hubert a été jusqu'à nier son rôle et à dire qu'elle ne constituait pas une véritable confédération syndicale. D'après lui, il faut réserver aux syndicats particuliers la défense des intérêts professionnels; à la Confédération la défense de la pensée et de la culture française. Mais c'est justement pour accroître leur puissance syndicale que, tout comme les syndicats ouvriers, les syndicats intellectuels se sont confédérés. M. Hubert déclare que la classe intellectuelle, mal délimitée, faite d'individualités, n'a pas une conscience de classe. On peut lui répondre que s'il est des individualités qui ne sont que cela, elles sont rares et c'est en somme une minorité in-

fime en présence de la masse des travailleurs intellectuels.

Il existe aussi une intelligence dirigeante et une intelligence constructive, c'est vrai, et les intellectuels l'ont si bien compris qu'ils ont créé à côté de l'organisme des techniciens ou travailleurs intellectuels de professions fixées à la C. T. I., un autre rouage qui lui est d'ailleurs affilié, et qui, celui-là, est au service de l'Intelligence créatrice et de la pensée désintéressée : les *Compagnons de l'Intelligence*, où peut collaborer, dans un sentiment désintéressé et extra syndical, dans un sentiment national supérieur, l'intellectuel pur et la grande figure moderne de cet autre intellectuel qu'est le Producteur.

* * *

Type récemment dessiné, le producteur a pour voisin et pour parent le patron. Il peut, il est vrai, être aussi bien ingénieur ou ouvrier syndiqué, mais, néanmoins, les qualités du patron sont souvent les siennes. Avant de voir si les producteurs se sont organisés, on peut donc se poser la question relativement aux patrons.

Première constatation : les syndicats patronaux sont moins abondants que les syndicats ouvriers, relativement s'entend. Il faut considérer que le nombre des patrons dans une même branche est infiniment plus petit. Dans une spécialisation donnée, il peut être minime.

Ces syndicats sont plus puissants; il suffit pour le reconnaître de remarquer que chaque membre re-

présente une force autrement grande que celle de l'anonyme et innombrable ouvrier.

Puis, si ce nombre est moins grand, il faut bien avouer que le patron et, si l'on veut, par extension, le producteur, n'ont guère d'ennemis. Le syndicalisme est fait pour la lutte : son but, c'est l'action. Il a constamment à réagir, à aller de l'avant. Contre qui le patron partirait-il en guerre ? Contre l'ouvrier ? Le *Producteur* ne le croit pas. Pour lui, les questions de main-d'œuvre graves, comme dans le cas de la grève, ne préoccupent que secondairement le patron et surtout le grand chef d'entreprises.

Contre le banquier ? Celui-ci peut lui refuser le crédit dont il a besoin et le fait souvent. C'est bien son ennemi ; mais un ennemi qui, s'il est syndiqué, l'est de façon occulte. C'est un ennemi individuel et le patron lui-même, dans l'état actuel de la société, n'est qu'une individualité sollicitant un crédit personnel. Quel est donc le but des syndicats patronaux ?

Ce sont plutôt organismes commerciaux qu'organismes industriels. Il n'est pas possible, en effet, de syndicaliser des qualités aussi individuelles que celles d'invention et d'initiative et ce sont elles surtout qui constituent le patron et le producteur. Il n'est pas possible de les syndicaliser parce que le crédit et l'intelligence ne se rencontrent que par hasard. Mais, du jour où leur réunion sera assurée, de ce jour-là sans doute comptera un nouveau syndicalisme, véritable celui-là, le Syndicalisme des Producteurs.

Autrement avancée que la leur, et même celle des consommateurs, est l'organisation du Travail. La

première établie, c'est elle aujourd'hui qui a atteint le plus haut degré de perfection. Elle se manifeste sous deux formes : la corporation et le syndicat.

Les forces corporatives sont des forces mixtes. La corporation réunit le patron et l'ouvrier. Pareille solution est-elle capable de trouver place dans le monde moderne ? Il est permis d'en douter. L'idée pourtant trouve des défenseurs ardents, comme MM. Jean Rivain, G. Coquelle et surtout M. G. Valois, dans son livre remarquable sur l'« Economie Nouvelle. ». Il donne à sa théorie une base exacte. La cellule de la Production, c'est l'industrie, le métier et non la classe sociale. Il serait donc naturel de réunir dans une même catégorie le manœuvre, le technicien, l'ouvrier et le patron métallurgiste, tous collaborateurs hiérarchisés. Tel est le principe de la C. I. P. F. (Confédération de l'Intelligence et de la Production françaises), fondée par M. Valois. L'exemple historique n'a-t-il pas prouvé que la solution est réalisable. La loi Le Chapelier n'a-t-elle pas supprimé un état de faits qui était l'état naturel et harmonieux, pour y substituer l'anarchie. Le syndicat actuel n'oppose-t-il pas en deux classes ennemies deux forces solidaires de la Production ?

L'idée base est exacte, la cellule économique est bien le métier; mais, pour que le système soit toujours praticable, il faudrait qu'il forme un tout à part des autres. La Production constitue-t-elle le système clos qui seul serait favorable au renouveau de la corporation ? Dans la société d'autrefois, le privilège était normal et accepté, et ne poussait pas à la

révolte les ouvriers, d'autant plus que les privilégiés n'étaient pas les patrons et les chefs d'entreprise, mais les nobles. Ceux-ci étaient, d'autre part, chargés à leurs risques de la défense de ceux qui travaillaient; eux seuls devaient le service militaire.

Aujourd'hui, tout a changé. Le privilège est théoriquement anormal et suscite conséquemment la réaction. Il n'est plus la noblesse, mais l'autorité et la richesse. Or, l'une et l'autre se trouvent souvent, non plus chez un étranger au cadre économique, mais chez le chef lui-même, qui n'a même pas, par contre, des charges particulières, car tout le monde est soldat.

Les conditions sont donc bien différentes. De plus, même en ses temps les meilleurs, la corporation n'a pas établi la fusion des classes, et dès la fin de l'Ancien régime, leur différenciation devenait déjà nette. Dès sa chute, on comprit qu'il n'avait rien fait pour empêcher, par un programme réfléchi, leur lutte future. C'est que, s'il avait nettement discerné l'interdépendance des tâches dans la hiérarchie industrielle, il ne s'était nullement préoccupé de combattre résolument l'affinité naturelle de classe; il l'avait seulement comprimée, sans peut-être, d'ailleurs, l'apercevoir. C'est cette affinité qui remplaça l'ancienne corporation par le syndicat et scinda en deux masses opposées l'unité de l'ancienne organisation.

Sur la base nouvelle du syndicat s'organisèrent donc ceux que réunissait non plus une solidarité économique vaguement sentie à la réflexion, mais ceux que poussait les uns vers les autres une solida-

rité d'intérêts spontanément reconnue et librement acceptée d'ailleurs. Le syndicalisme ouvrier sera étudié surtout, car c'est lui qui a revêtu la forme la plus complète de l'organisation actuelle. Nous ne dirons que quelques mots des techniciens, des agriculteurs et des commerçants.

Degré intermédiaire de la hiérarchie industrielle, ayant avec les patrons comme avec les ouvriers des intérêts communs et assez précis, les techniciens pouvaient, s'unissant aux premiers ou aux seconds, créer un embryon de corporation; ils ne l'ont pas fait; c'est que, s'ils avaient des intérêts communs, ils avaient aussi des droits à faire valoir contre les uns et les autres, et des intérêts à leur opposer, non moins précis que les intérêts communs. Les techniciens l'ont vite compris et ce fut une véritable floraison de syndicats.

Pour les ingénieurs particulièrement, existent : le syndicat des Ingénieurs des Mines et ceux des Ingénieurs électriciens, des Ingénieurs chimistes, des Ingénieurs mécaniciens qui, par leur réunion, forment une puissante Union des Syndicats d'Ingénieurs français.

Les commerçants ont de nombreuses associations syndicales qui se développent rapidement, alors qu'évoluent parallèlement des bureaux commerciaux d'information.

Les agriculteurs ont été plus lents à se mettre en mouvement et les syndicats sont loin de s'être répandus partout chez eux. Ils sont néanmoins déjà rela-

tivement nombreux. L'exemple d'organisation le plus manifeste est celui des viticulteurs. C'est à la suite de la mévente des vins et des troubles qu'elle causa en 1902 dans le Midi que se constitua, sous la présidence du principal militant, le docteur Ferroul, une Union des Syndicats de Béziers, Carcassonne, Montpellier, Narbonne, Perpignan et les quatre grands départements producteurs de vin : Hérault, Aude, Gard, Pyrénées-Orientales. Il est à remarquer que les syndicats commerciaux et agricoles intéressent, en général, des petits patrons et des ouvriers, et que des syndicats d'ouvriers agricoles ne font qu'apparaître actuellement.

Quant aux syndicats ouvriers, dès 1868 l'Etat les toléra pourvu qu'ils ne fussent pas socialistes. Mais Dufaure, par la loi de 1872, voulut bientôt supprimer le droit d'association. La Commission d'enquête sur la condition des travailleurs, conclut dans le même sens, et pourtant l'état de fait de 1868 subsistait. Broglie, en 1875, supprima les Chambres Syndicales; trois ans plus tard, Lockroy tenta de leur redonner l'existence. Sa proposition fut mal accueillie. En 1879, au Congrès de Marseille, les ouvriers se formèrent en Parti désormais Socialiste, qui évolua bientôt vers Karl Marx. Sur ces entrefaites, est votée la loi du 21 mars 1884 : les Syndicats et Unions peuvent maintenant se former. Dès 1886, au Congrès de Lyon, est fondée une Fédération Nationale des Syndicats Ouvriers, en réalité aux mains des socialistes. A Paris, une Bourse du Travail; en 1892, une Fédéra-

tion des Bourses du Travail, excluant enfin les politiciens. La rupture était prévue depuis la scission des révolutionnaires et des possibilistes. A la suite de la rupture fut fondé le Parti ouvrier socialiste-révolutionnaire, par Jean Alemane, Sa doctrine s'empara à nouveau de l'influence. Malgré Jaurès, les syndicats voulurent renier Etat et Patrie. Clemenceau vit le danger, mais il fallait pourtant reconnaître la vérité de « l'ordre syndical et l'anarchie légale ». La C. G. T. succédant à la Fédération syndicale créée en 1891 était nettement anti-démocratique.

Sous l'influence de Sorel, rejetant le marxisme, elle était emportée par le mythe de la grève générale. En 1908, « les Réflexions sur la Violence » préconisèrent l'action directe. Ce fut ensuite la fondation de la *Bataille Syndicaliste*, puis, l'idéologie de nouveau repoussée, le retour aux réalités avec Francis Delaisi, Jouhaux, Merrheim, etc... La guerre lui fit apercevoir un intérêt supérieur national. D'aucuns ont voulu réagir. La C. G. T., devenue trop envahissante, groupa trop d'éléments disparates pour posséder une doctrine bien nette.

Près de la sienne, en est-il d'autres qui fassent meilleure figure. L'idéologie socialiste constitue un archaïsme inspiré d'un marxisme périmé.

Le Libéralisme est d'un autre temps, c'est une doctrine beaucoup plus commerciale qu'industrielle.

Le Corporatisme, lui aussi, est difficile à soutenir. G. Valois voudrait transformer la réalité syndicale. C'est possible et même désirable, mais pas dans

le temps qu'il imagine.

Le Syndicalisme ouvrier admet à tort que l'état actuel de la lutte des classes est l'état définitif de la société. Rien de plus faux au contraire, et la réalité montre clairement que la production, dont se soucient pourtant certains leaders, comme Dumoulin et Jouhaux, appelle une collaboration des classes, vers laquelle évolue graduellement la société.

Les différentes affinités sociales doivent-elles donc éternellement s'opposer ? N'est-il pas de milieu entre révolution et réaction ?

Peut-être que si; mais pour le faire voir, il faut ouvrir des yeux jusque là aveugles, et faire comprendre à chacun son intérêt véritable. Les dirigeants de la C. G. T. avaient fait un grand pas dans cette route, mais ils furent désavoués par beaucoup. L'horizon n'est cependant pas plus borné à l'affinité de classe qu'il ne l'est à la solidarité de la corporation. Toutes les deux sont des états de fait qu'il est inutile et dangereux de nier.

Il serait plus utile d'envisager l'une et l'autre, et de créer entre elles l'harmonie nécessaire. Toute raison d'être pourrait d'ailleurs être enlevées à la lutte des classes par l'organisation saint-simonienne du crédit, jusque-là âprement marchandé au producteur comme à l'ouvrier.

S'il était mis à la disposition des capacités d'où qu'elles viennent, si le vice actuel de l'héritage était ainsi corrigé avec l'aide « de vastes bureaux techniques documentés par des techniciens et dirigés par des producteurs », les ouvriers ne seraient-ils pas

aussi favorisés que leurs chefs. Oui, une élite peut-être, dira-t-on. Même si ce n'était que cela, ce serait beaucoup. La réforme appellerait de plus une transformation générale des mœurs, et le Bureau technique finira par intéresser l'ouvrier lui-même.

Le Syndicalisme d'aujourd'hui a réussi à organiser une classe qui souffrait. Son fanatisme l'a servi. Il y avait, dans la lutte de classes, une phase de l'évolution dont il serait vain de nier la nécessité. Les cadres actuels ne sont pas périmés. Désormais leur rôle devient plutôt d'éduquer les masses. Il leur faut désiller les yeux de leurs propres troupes.

L'ouvrier d'aujourd'hui se trouve démuni, sacrifié, dans une société qui ne lui donne pas les moyens de mettre en valeur ses qualités individuelles. Mais, s'il est naturel qu'il ait versé dans un mythe, quel qu'il soit, il a devant lui l'exemple de la Russie Soviétique pour le garantir d'erreurs nouvelles.

Peut-être, quand il aura enfin compris qu'il fait fausse route, s'apercevra-t-il que son propre mouvement syndical, contrebalancé par d'autres organisations puissantes qui le complèteront, « que le mouvement syndical irrésistible, dépassant son stade révolutionnaire peut nous conduire à une réorganisation du crédit »; réorganisation qui affranchira d'abord ses élites, puis, par la réforme générale qui en sera la suite, pourra faire collaborer les masses, discernant enfin leur vraie voie et leur devoir.

* * *

Tout homme peut être rangé dans une des trois.

catégories de forces que sont le Travail, l'Intelligence et le Capital. Si tout homme est épargnant, il faut aussi remarquer qu'il est également consommateur. En réalité, il a mis longtemps à tirer de ce fait les conséquences utiles, à se pénétrer de l'idée qu'étant le nombre, il pouvait être la force par l'organisation au point de vue de la consommation. Actuellement pourtant, l'évolution a commencé et on peut distinguer trois sortes d'organisations chez les consommateurs :

I. — Le Syndicalisme. — Il n'est en somme qu'ébauché dans quelques institutions mal reliées entre elles comme par exemple le Syndicat des Voyageurs de Paris à Saint-Germain, le Syndicat des Locataires. Il faut noter, en outre, un puissant mouvement dû à la menace révolutionnaire de grève générale : la fondation des Unions Civiques pour la sauvegarde des services publics. Pourquoi ces organismes de défense nationale ne seraient-ils pas plus généralisés encore ?

II. — La préparation du terrain qui permettra une éclosion rapide et facile de l'organisation sera due au mouvement coopératif actuellement en plein développement et qui revêt deux formes : Les Ligues de consommateurs et les Coopératives. Le Conseil de l'Union Générale des Ligues travaille de plus en plus en collaboration avec l'Etat.

Les Coopératives ont prospéré dans des voies différentes ; la reconstruction des régions dévastées et la consommation proprement dite. Les groupements des régions dévastées, réunis à Paris en 1921, ont fondé

une puissante confédération Générale des Coopératives sous la présidence de M. de Lubersac. L'œuvre de ces organismes a été considérable.

Les sociétés coopératives de consommation proprement dite, se sont aussi unies en une Fédération Nationale et tiennent chaque année un congrès. Il existe une Société d'études Coopératives publiant dans une importante revue des articles de doctrine et de documentation sociale et technique. Le mouvement coopératif semble donc aujourd'hui allier au souci de la consommation, celui de la production dont elle est solidaire. La tendance se manifeste par la création et la gérance par les sociétés, d'établissements industriels aussi bien que commerciaux. D'autre part, si le mouvement reconnaît une communauté d'intérêts entre les consommateurs de tous les pays et souhaite une « Alliance Internationale » il n'en est pas moins nettement opposé aux idées socialistes révolutionnaires.

III. — Enfin, une troisième forme de la défense des consommateurs est la collaboration dans les conseils départementaux et nationaux de leurs délégués et de ceux de l'Etat, collaboration active et avertie, grâce à laquelle déjà de nombreux résultats ont été obtenus. D'ailleurs, l'Etat est obligé de s'intéresser de plus en plus aux consommateurs qui sont en même temps les citoyens, et d'intervenir par voie législative dans leur lutte contre la vie chère. Mais d'autres forces que celle-ci, à caractères plus ou moins intéressés, existent.

D'autres forces à caractère plus sentimental, historiques ou géographiques, plus spontanées, auxquelles

les gens du « *Producteur* » réservent une place peut-être aussi grande, mais dont ils n'ont pas parlé directement. Ils ont fait appel à des collaborateurs occasionnels, comme M. Jean Brunhes, qui expose des idées plutôt personnelles qu'appartenant à celles de la doctrine, proche pourtant. Ces forces qui ne sont ici que citées, sont : les forces nationales, religieuses, de langue, ethniques, féministes, etc... et aussi les forces régionales et les forces coloniales.

IV. — LES TENDANCES ACTUELLES DES FORCES SOCIALES.

Les analyses précédentes montrent la société en mouvement progressif vers une organisation rationnelle des grands intérêts sociaux. Les hommes, conscients de leurs affinités et de leurs forces, s'agglomèrent de plus en plus en organismes collectifs représentatifs de leurs volontés et de leurs idéals communs. Souci matériel et idée pure réunissent les êtres et renforcent leurs liens. D'une extrémité du globe à l'autre, l'unité collective tend à remplacer la diversité individuelle. L'homme a reconnu que l'effort unique et commun de l'être virtuel qu'est un ensemble, est plus puissant que la somme des efforts isolés des êtres réels qui le composent. L'appel de l'individu se perd dans la foule. Le seul moyen d'être entendu est donc de s'unir, de s'unir pour exposer des revendications, pour étudier un problème, pour proposer un remède, pour résister aux forces contraires, et même les amener à composition, pour se défendre et pour attaquer, pour vivre la rude vie économique d'aujourd'hui et résister à ses heurts épuisants en échappant aux égoïsmes, individuels ou unis, partout déchaînés. L'opinion s'opère d'abord dans la catégorie sociale, mais les catégories sociales unies ne se fondront-elles pas un jour dans la catégorie plus ample qu'est la nation ?

Si l'intérêt supérieur de la production réunit employeurs et main-d'œuvre, leurs penchants, leur sentimentalité les écartent, comme aussi leur intérêt individuel ou humain, bien ou mal compris. Le rapprochement et l'union sont horizontaux et non verticaux dans l'économie actuelle. On s'unit à un même degré de la hiérarchie sociale. Chaque degré uni combat les autres. Le conflit est latent entre subordonnés et supérieurs, possédants en non possédants, comme est latente la conciliation et la communauté entre égaux.

Les causes de cette situation furent maintes fois exposées. Peut-on se^s combattre quand les désirs sont parallèles, les aspirations mêmes et les situations semblables ? Peut-on ne pas voir un frère dans un égal menacé comme soi et souffrant de la même souffrance, s'enivrant du même enthousiasme, étalant les mêmes instincts ou les mêmes ambitions, combattant les mêmes adversaires, adorant les mêmes divinités ? Peut-on ne pas être liés, quand, ayant tout cela en commun, on en a conscience et quand, au surplus, dans ce lien si conforme au sentiment, on discerne son intérêt immédiat ou lointain. Et, à l'opposé, peut-on ne pas être divisés, ne pas être ennemis, quand les revendications de l'un contredisent celles de l'autre, quand les appétits se combattent ?

Comment ne pas contrebalancer toutes ces oppositions en acquérant une force nouvelle, qui assurera éventuellement le triomphe, en s'organisant, en se syndiquant, suivant l'actuelle terminologie et l'actuelle situation.

Le Syndicat apparaît donc aujourd'hui sous sa forme rigide et non sous sa forme mixte, comme l'organisme du moment, comme celui qui s'adapte le mieux à un état de fait psychologique et matériel.

Intégrant toutes les forces, il les multiplie et les développe en lui-même et, de tous les éléments que chacun apporte au brasier, la flamme jaillit en incendie alors qu'elle n'était que feu caché et cendres éparpillées. Dans l'usine — le terme conserve ici son sens générique — apparaît, avec le syndicat proprement dit, le premier échelon de la hiérarchie syndicale et, à vrai dire, le générateur indispensable de tous les autres, dans la plupart des cas. Encore défectueux sous sa forme juridique actuelle, il tend de plus en plus vers une perfection pourtant lointaine mais sûre. La loi suit de plus en plus près le fait, d'ailleurs contrainte et forcée, bien souvent.

De l'usine, le mouvement s'étend à la profession, à la branche d'industrie d'ailleurs souvent mal délimitée ; de la branche, elle atteint l'industrie toute entière, qu'elle soit métallurgique ou textile, manufacturière ou alimentaire.

Mais elle ne s'arrête pas à l'industrie isolée, elle groupe les industries connexes en des tous qui s'unissent par nations. Ce mouvement s'opère en des organismes qui sont les Fédérations ou les Unions, et en des Confédérations générales, du Travail manuel, du Travail intellectuel, demain peut-être de l'Épargne ou de la Consommation.

Il importe d'observer que l'organisation ne passe

pas toujours par tous les milieux intermédiaires. L'organisation ouvrière prise ici comme type, est la plus complète par la nature même des circonstances industrielles, mais il est évident que si les artistes ont leur industrie représentée dans le Syndicat des Artistes dramatiques, leurs industries connexes dans la Société des Auteurs, Compositeurs et Editeurs de Musique, leur Confédération dans la C. T. I., ils n'ont pas la branche d'industrie, encore moins l'usine.

Les Agriculteurs ont peut-être l'usine dans leurs syndicats régionaux ou départementaux, l'industrie, par exemple dans la C. G. V., leur Confédération dans la C. G. A., ils n'ont pas encore les ensembles formés par les industries connexes, ni la branche d'industrie.

Il n'en reste pas moins vrai que l'étude la mieux choisie du Syndicalisme ne peut être que celle de l'organisation ouvrière, cette réserve faite, de l'inexistence pour d'autres classes, des étapes intermédiaires. Si utile soit-il de l'établir, et même d'en comprendre toute l'importance, il n'en faut pas moins remarquer que vraisemblablement, l'organisation s'appliquera un jour au sommet, quelle que soit la catégorie sociale envisagée. Déjà, quelle qu'elle soit, à part de rares exceptions, elle est toujours couronnée par une organisation nationale, représentative de tous les ouvriers syndiqués du pays, ou de tous les patrons, ou de tous les intellectuels.

* * *

La nécessité à laquelle répondent ces organismes est double, comme est double, d'ailleurs, le mobile

de l'association sociale. Deux préoccupations les dominent : la satisfaction des intérêts matériels et la satisfaction des intérêts moraux ; ou si l'on veut une autre distinction qui, malgré l'apparence, complète celle-ci plutôt qu'elle ne la contredit : le mobile de l'intérêt et un mobile supérieur et relativement désintéressé. A ces deux notions correspondent des rouages plus ou moins distincts des organismes supérieurs.

Examinons d'abord le point de vue de la satisfaction des intérêts matériels. C'est le point de vue des syndicats, organismes bases trop faibles pour pouvoir envisager des considérations générales et trop près aussi de leurs membres pour pouvoir paraître s'occuper d'autre chose que de leur intérêt immédiat. C'est à ce but que doit se borner leur activité pour ne pas déborder son cadre. C'est à ce but aussi que se consacre l'organisme supérieur de coordination, qu'il soit C. G. T. ou C. T. I. ou Fédération de syndicats d'Ingénieurs. Il expose et défend les revendications syndicales dans ce qu'elles ont de matériel et de relativement particulier.

La C. G. T. expose les revendications professionnelles ouvrières et, en tant que Confédération, elle ne devrait même exposer que cela.

La C. T. I. combat pour la vie matérielle des intellectuels, la Fédération des Syndicats d'Ingénieurs pour le triomphe de leurs revendications professionnelles ; la C. G. P., pour l'intérêt matériel du Patronat.

Ces revendications ont besoin d'être formulées par des voix puissantes, mais elles doivent se compléter

par une revendication plus humaine, plus générale, plus désintéressée.

C'est à quoi tendent certains organismes de formation récente, tels que le C. E. T. (*Conseil économique du Travail* de la C. G. T.), l'U. S. T. I. C. A. (*Union syndicale des Techniciens*), les *Compagnons de l'Intelligences*, certains « Bureaux d'organisation économique »... cherchant à grouper l'élite de chaque catégorie sociale : ouvriers, techniciens, intellectuels, producteurs.

Celui qui a réuni les membres de ces groupements, c'est précisément d'avoir discerné le rôle qui incombe à chacun des facteurs de la Production. Mais pour remplir ce rôle, il faudrait à chaque classe son programme, tenant compte de la situation réelle : besoins et possibilités du pays, et de la société toute entière. Aux intellectuels de recenser ces besoins et de découvrir ces ressources ; aux producteurs d'organiser l'exploitation de celles-ci avec l'outillage construit par les techniciens et manié par les ouvriers. Et déjà les néo saint-simoniens entrevoient la collaboration de tous les éléments de la nation au sein d'un futur Bureau technique de l'Etat.

A vrai dire, ce mouvement d'entente sociale pour une politique scientifique n'est encore qu'une ébauche. Mais sa genèse est d'autant plus intéressante qu'elle fut spontanée, en contradiction même, parfois, avec les doctrines officielles des partis.

Avant la guerre, les masses ouvrières se préoccupaient peu de la production, toute leur attention allant aux problèmes de la répartition. Le syndicalisme pro-

tégeait le salaire et émancipait. A la lumière de la guerre, la Production reprit dans les esprits la première place. Mais, pour produire, il faut collaborer. La révolution Russe en a fait l'expérience en voulant éliminer les compétences. Milioutine a dit : « le technicien, c'est le problème le plus terrible. » Les ouvriers se rapprochèrent donc des techniciens. Ces deux éléments, d'ailleurs, en avaient compris l'un et l'autre la nécessité. Il y eut aussi rapprochement avec les coopératives de consommateurs. L'épuisement des stocks rendait insuffisante la hausse des salaires. Il fallait la compléter par la baisse des prix, l'ouvrier étant aussi consommateur. Les coopératives, lasses, elles aussi, avaient vu leurs répugnances fondre devant les événements. Vers elles également se tournèrent les fonctionnaires. On était en 1920. Le C. E. T. entreprit de grouper fonctionnaires, consommateurs, techniciens et ouvriers, parmi lesquels, peu à peu, les intérêts divergents s'écartaient, laissant la place au souci commun de la Production.

Bientôt, à propos de l'étude sur le projet de nationalisation des chemins de fer, il fallut reconnaître l'importance du capital fourni par les commanditaires, celle de l'Etat propriétaire. Le projet intéressant surtout le chef d'entreprise, on en vint à l'admission, pour l'étude en question, des Chambres de Commerce et de la C. G. P. Un représentant de la C. T. I. fut même invité. L'organisation groupait donc le Travail — ouvriers, **fonctionnaires, techniciens** — la Direction — chefs d'entreprise — les Consommateurs et les Intellectuels.

Y-a-t-il là contradiction avec les principes du syndicalisme ? Non, car celui-ci n'est combattif que pour assurer l'égalité des siens. Pourquoi, dès lors qu'il l'a acquise, ne collaborerait-il pas avec ses anciens adversaires quand c'est son propre intérêt ? Le plus dur, c'est de reconnaître l'importance du Producteur. C'est maintenant chose faite, car si l'organisme prévu pour la solution du problème des chemins de fer a périclité à la suite de dissensions entre majoritaires et minoritaires, il n'en est pas moins vrai qu'il marque une époque remarquable. S'il est un point de rebroussement, c'est un point d'où la courbe s'élancera avec plus de puissance encore. Il importe pourtant de signaler les lacunes. Le Producteur n'a pas de place au C. E. T., proprement dit. L'intelligence n'y avait qu'un siège, le rôle des techniciens était exagéré. Il y a là des fautes d'équilibre, mais la tendance générale n'en subsiste pas moins.

Sous quelle forme pourrait naître un Conseil national économique ? M. G. Darquet l'examine dans la critique serrée qu'il a fait du « Travail au pouvoir », le livre de M. Roger Francq. Tous deux partent de l'idée saint-simonienne que tout citoyen est plus ou moins directement relié à la Production et que cette Production n'est pas représentée. Néanmoins, chaque jour voit une nouvelle abdication de l'Etat en faveur des organisations professionnelles. M. Francq observant cette tendance, voit déjà le Travail au pouvoir, Il préconise l'élection, par les Syndicats, de Conseils communaux engendrant des Conseils régionaux, géné-

rateurs, eux-mêmes, d'un Congrès national dans lequel seraient choisis les membres d'un Conseil national de cent membres. Ce Conseil élirait un Directoire des commissaires Techniciens. L'un d'eux serait chargé de la direction générale de l'Economie Nationale. Evidemment, dans ce système, le politique serait sacrifié à l'économique.

Il attire en outre, d'autres critiques. Si les réalités économiques occupent le premier plan, il faut bien, tout de même tenir compte, dans l'état actuel des esprits, des passions politiques qui existent et doivent par conséquent être représentées. C'est que M. Francq a donné en faveur de ses idées, un « coup de pouce » aux réalités. Pour lui, l'Etat va de plus en plus vers l'Economie. De là à dresser pour lui une constitution purement économique, il n'y a qu'un pas qu'il a franchi allègrement. Il a oublié que les Constitutions arrivent toujours après les faits qu'elles enregistrent et consacrent et que ce ne sont pas elles qui créent ces faits. Ces réalités, ce sont les syndicats et les Confédérations.

Or, leur activité est parallèle à celle de l'Etat dans un autre domaine, mais ne l'englobe pas. Pourquoi faire verser dans l'abstrait l'expérience d'aujourd'hui ? Ce que retient le *Producteur*, c'est la création d'une Direction Générale de la Production. Le livre de M. Francq a d'ailleurs inspiré tous les membres du C. E. T. Il suffira d'élargir les attributions et la représentation pour faire de ce C. E. T. la Direction générale envisagée. Il y a donc du vrai dans les idées de M. Francq. Mais pourquoi a-t-il voulu faire de cet aboutissement de fait, une création législative ?

L'Etat se forme sur un autre plan que l'Economique. Pour le Néo Saint-Simonisme, l'Etat serait plutôt « une activité autonome, une façon d'être vivant susceptible de métamorphose ou plus précisément une sorte de fonction biologique capable de créer ses organes au fur et à mesure du besoin. »

L'Etat a deux fonctions à assurer : la sécurité extérieure et la paix intérieure. Son rôle n'est pas de créer de toutes pièces des institutions, mais plus tard, quand le temps aura passé, de se constituer une sorte de prolongement de ces créations spontanées dont le C.E.T. est une entre autres. Il constitue pour la C. G. T. un Bureau Technique au premier degré. Il faudrait que s'en organisent de pareils dans les autres catégories sociales. Tous ces conseils « semblent faits pour s'interpénétrer dans un Conseil unique qui serait le Bureau Technique de l'Etat » et dont chaque jour nous rapproche. Mais ce Bureau se constitue à côté de l'Etat qui doit en rester indépendant tout en pouvant, le moment venu, lui donner la consécration légale. Donc, deux activités distinctes pour deux domaines distincts.

* * *

Notre Parlement actuel n'en est même pas la parodie. Il en est l'exact contraire. Il représente d'une façon ouverte les doctrines, d'une façon occulte les intérêts que défendrait ouvertement le B. T. E.

« Un député est un homme doctrine, et la Chambre des députés, un musée des doctrines ». Une doctrine, c'est l'essentiel des idées de chacun, idées incertaines

et variables. Or, cette doctrine, occupe beaucoup moins chacun que son activité en son intérêt personnels. Ces intérêts seraient-ils donc négligés ? Ils sont représentés, mais les députés ont-ils la compétence nécessaire ? Premier point douteux.

Cette objection écartée, une autre subsiste plus grave. Sont-ils mandatés pour représenter ces intérêts ? Non, car ils sont élus sur des questions de doctrine. Cette représentation ne peut être qu'occulte. Pourquoi se fait-elle à l'abri des yeux clairvoyants, en se cachant ? Pourquoi ne pas faire entrer air et lumière dans la vieille machine parlementaire et par quelle voie y arriver ? On a préconisé la représentation professionnelle. Mais c'est une erreur.

Le Patronat n'est plus aussi opposé qu'autrefois à la main d'œuvre. Leurs deux forces se sont équilibrées et le conflit est moins entre eux qu'entre intellectuels et politiciens. D'ailleurs, une autre lutte occupe le patronat, une lutte secrète contre les dispensateurs du crédit. Le vrai conflit n'apparaît qu'à des yeux avertis, mais il est réel entre l'entreprise et la Banque, si opposées l'une à l'autre. »

« Si l'on réfléchit que l'argent, détenu par la banque appartient en réalité à la nation épargnante et que, d'autre part, la vie nationale est suspendue aux entreprises auxquelles sont faites de pareilles conditions, tout le pathétique de la situation surgit. » Les victimes ignorantes, à la fois épargnants et consommateurs, « sont au champ de courses mais ne voient ni chevaux ni jockeys, il n'y en a peut-être pas. Il n'y a peut-être que les baraques et les tableaux d'affichage.

Certains soirs, les tableaux leur apprennent que tout leur argent est perdu. Le pays est alors une grande pelouse sur laquelle glisse la foule silencieuse et déçue des parieurs ».

Ce qu'il faut donc, c'est renverser les rôles, asservir la Banque à l'Epargne, relever l'entreprise. Il faut représenter les épargnants et les intérêts des Consommateurs, intellectuels, ouvriers, commerçants, chefs d'entreprise et techniciens. « Une représentation franche et complète des intérêts » émanerait de « tous les Syndicalismes confrontés ».

Il importe également de relever une autre erreur : ce qu'on appelle généralement une doctrine, c'est plutôt « l'expression du sentiment politique ». Le sentiment politique, ce n'est ni le sentiment humain, ni le sentiment patriotique, c'est un souci de partisan s'apparentant par certains côtés au sentiment religieux ou passionnel.

Opposons-lui l'intelligence politique, elle seule donne la quiétude, elle se base sur la réalité, non sur l'idéologie. Elle seule devrait exister chez le dirigeant comme chez le dirigé, Ce dirigeant, l'homme politique que nous attendons, « c'est l'homme dont l'intelligence comprendra exactement les intérêts de l'épargnant, du chef d'entreprise, de l'ouvrier, de l'intellectuel, en assurerait l'harmonie dans la France et saurait enfin insérer la France dans le monde ». Pareille intelligence ne s'applique donc que sur des réalités. C'est celle d'un Jouhaux bafoué pour avoir été clairvoyant. Elle serait la « grande rassembleuse » des énergies éparpillées par le sentiment politique. Elle seule dans

une atmosphère d'harmonie, pourrait recréer la culture. Éliminons donc le sentiment politique.

Organisons par l'intelligence politique, la représentation franche et ouverte des intérêts. Alors, mais alors seulement, nous pourrions organiser la représentation franche et ouverte des doctrines, des doctrines nouvelles, non plus celles, périmées, de radicaux, de royalistes ou de communistes, mais de doctrines revivifiées de conservation chez les épargnants et de progrès social chez les « hommes d'invention et d'entreprise ».

L'armature, ainsi, serait vraiment puissante, non moins puissant serait l'État qu'elle étaye. Par son Bureau Technique, il acquerrait le sens véritable de l'intérêt national et général qu'il représente et pourrait enfin étudier les grands problèmes qui se posent et leur donner les solutions appropriées dans la réalisation de grands programmes nationaux dont le *Producteur* réclame l'exécution. Ce qui lui manque à l'État et ce qu'il faut lui donner, c'est une politique de Production, une politique économique. Il est des problèmes pressants qui, dès maintenant, s'imposent à lui, celui de l'Azote est de tout premier ordre. Il a été exposé contradictoirement par MM. Patart et F. Gros.

L'azote n'est pas impropre à la vie, au sens économique, bien au contraire, puisque c'est par lui que vivent les plantes qui, directement ou indirectement servent à l'asubsistance de l'homme. Mais comment ces plantes arrivent-elles à absorber cet azote atmosphérique ? Mûnz l'a déterminé dans le rôle des organismes microbiens travaillant le sol et assimilant l'azote.

Dès lors, il est facile de reconnaître pour un pays agricole comme le nôtre, l'importance de l'azote, surtout sous sa forme nitrique. Trois procédés peuvent se présenter.

I. — Fournir de l'azote par le labour et confier le travail aux bactéries ; mais il faut une abondante main d'œuvre et risquer la perte de la récolte, bien que le travail soit fait.

II. — Même inconvénient pour les engrais ammoniacaux ; mais l'azote fourni servira toujours pour les récoltes suivantes.

III. — Au contraire, les nitrates donnés au sol sous leur forme définitive et ne nécessitant aucun travail microbien, peuvent être répartis « en couverture » après germination, ce qui supprime une partie des risques.

La considération de ces risques fait pencher la balance en faveur de l'azote nitrique. Il importe donc pour la France d'avoir une politique de l'azote.

Il importe d'autant plus qu'il est un autre domaine où l'aide des microorganismes devient nulle ; le domaine de l'azote nitrique nécessaire aux besoins de la défense nationale.

D'où peut-on le retirer ? Des gisements étrangers. Oui, mais en temps de guerre, cette ressource peut nous être fermée. De la distillation de la houille ? Oui, mais nos gisements sont bien près des frontières et le charbon d'importation peut, lui aussi, nous manquer. Ce procédé, d'ailleurs, ne donne que 10.000 tonnes et les besoins annuels de la défense nationale pendant la dernière guerre étaient de 60.000 tonnes. Il reste donc

50.000 tonnes qu'il faut trouver par un procédé synthétique. Mais lequel ? Procédé à l'Arc, procédé Haber, ou procédé à la cyanamide ?

L'intérêt national commande un procédé faisant appel à des ressources indigènes, loin des fronts probables et près des installations de transformation, il commande aussi un procédé retenant une faible main d'œuvre — il y a tant d'emplois à pourvoir en temps de guerre — et le maximum de rusticité. Il exige les minima et du prix d'installation des usines et du prix de revient du produit.

M. Patart préconise le procédé Haber que M. F. Gros repousse au contraire pour le procédé à l'arc et subsidiairement pour le procédé à la cyanamide. Le procédé à l'arc, en effet, utilise uniquement l'énergie électrique, l'eau et l'air dont la France possède d'inépuisables réserves près desquelles il est facile d'installer des usines. Ces réserves sont loin des théâtres possibles d'opérations militaires tandis qu'au contraire, le charbon nécessaire actuellement aux autres procédés comme au procédé Claude est près de nos frontières. La rusticité du procédé à l'arc est supérieure à celle de l'un comme de l'autre, ainsi que sa possibilité de faible main d'œuvre. Le coût de premier établissement étant pour tous le même, il faut distinguer à nouveau en faveur du procédé à l'arc pour le minimum du prix de revient de l'azote nitrique — en tenant compte du déchet causé par le sulfate d'ammoniaque dans le procédé Haber — Sur le procédé à la cyanamide, il a l'avantage d'employer presque intégralement l'énergie électrique, et au prix minimum. Enfin, toutes ses

phases sont susceptibles de perfectionnements importants. Mais il ne peut fournir à la France que 30.000 tonnes annuelles.

Le procédé à la cyanamide complétera la production par les 20.000 tonnes qu'il peut produire normalement. Le procédé Haber se trouve donc rejeté par une vue sûre de l'intérêt national d'autant plus qu'il grouperait en une installation unique et énorme toute la production du pays et serait ainsi un point faible un but tout désigné aux coups de l'adversaire. Une politique rationnelle et vraiment nationale de l'azote adoptera le procédé de l'Arc complété par le procédé à la cyanamide. Une récente délibération de la chambre a pourtant décidé en sens contraire en faveur des procédés Haber et Claude, à l'exclusion des deux autres. Mais le procédé à l'arc pourrait seul « assurer au sens véritable du mot, une production d'azote nitrique suffisante pour la défense de notre pays ».

Le problème du pétrole est également de premier ordre. S'il a fait couler des flots d'encre, il faut une fois de plus rendre justice à celui qui, le premier, a discerné et exposé son importance, à M. F. Delaisi,

Qu'était avant la guerre l'industrie du pétrole ? Une industrie au début purement pacifique et américaine. Purement américaine, oui, car les Etats-Unis étaient les seuls propriétaires de Naphte, ils étaient aussi les seuls techniciens de l'industrie nouvelle. La « Standard Oil » était maîtresse du marché. Elle seule, possédant l'outillage unique, fixait les prix.

Mais les Hollandais intervinrent bientôt avec la « Royal Dutch » aux Indes Néerlandaises puis Rothschild à Bakou. Des sociétés multiples et de toutes nationalités se formèrent. Mais on ne connaissait encore que le pétrole éclairage. Bientôt, avec l'automobilisme, l'importance du pétrole augmenta. Enfin, ce fut la révolution du mazout, grâce à l'invention de Diesel.

Le mazout fit la conquête de la navigation. Les marines de commerce l'utilisèrent et aussi bientôt les marines de guerre. La conséquence fut la mise en péril de l'Empire Britannique.

Sa puissance, jusqu'alors, était sa flotte. Mais cette flotte ne vivait elle-même que par le combustible dont il avait la maîtrise dans ses dépôts dispersés par le monde. L'Empire était bâti sur « des assises de charbon ». Un nouveau combustible plus économique venant à remplacer la houille, l'Empire était menacé. Cependant les Etats-Unis n'avaient pas de marine. Ils ne devinrent dangereux qu'avec la guerre, quand leur flotte égala en puissance celle de l'Angleterre qui voyait lui échapper sa maîtrise. Mais il n'était pas trop tard pour réagir, l'attaque fut habile.

Peu à peu, hommes d'affaires et hommes d'Etat Anglais, « par d'adroits détours et de silencieux cheminements, ont préparé et réalisé au milieu de l'inattention générale, l'accaparement de presque toutes les réserves pétrolifères du monde ». A l'origine, ce fut le développement de la Shell Transport, les concessions au Caucase, aux Indes Néerlandaises, en Europe, puis, le groupe Pearson constitua la Mexican

Eagle et la développa malgré les protestations de la Standard Oil et du gouvernement américain.

Le contrôle du canal de Panama échappait à l'Angleterre. Elle voulut contrôler les routes qui y conduisaient. D'autres Compagnies furent créées dans les îles du Pacifique. La Shell Transport prospéra à l'insu de tous aux Etats-Unis eux-mêmes, grâce à la législation et aux fonds américains.

En apparence, Royal Dutch, Shell Transport, Standard Oil, étaient concurrentes. L'Amirauté intervint, prit la moitié des actions de sociétés nouvelles en Birmanie, en Perse. L'Anglo-Persian coopéra à la formation de la Turkish Petroleum Co. Mais, néanmoins, le gouvernement semblait se désintéresser de la question.

La guerre survint et « le pétrole américain assura la victoire des Alliés ». Dès lors, il acquérait une importance militaire et politique. L'Angleterre mit la main sur la Royal Dutch qui s'associa à la Shell Transport. La Grande Bretagne était partout installée en maîtresse et s'était assuré un outillage de premier ordre. Elle possédait de puissantes réserves. L'œuvre avait été menée à bien par des hommes comme Sir Marcus Samuel, lord Curzon, Lord Cowdray.

L'Amérique, d'abord endormie dans une fausse sécurité fut réveillée par la découverte de la brièveté probable de ses réserves. Ses prospecteurs courant le monde, trouvèrent les gisements aux mains anglaises. Aux protestations de Wilson, répondit dans le *Times*, le défi de Sir E. Mackay Edgar, montrant l'œuvre britannique. Les Etats-Unis, profitant de la

leçon, se remirent au travail, une loi du 28 août 1920, constituait en réserve les gisements des Etats. La porte était désormais fermée. Mais l'épuisement se faisait rapide. Les ressources étaient limitées et la consommation plus formidable qu'en Europe. Le rapport Polk dénonçait en mai la manœuvre anglaise d'accaparement mondial. Le gouvernement, au nom de la nécessité commune demandait l'exploitation commune avec vigueur. C'est la thèse soutenue par M. Thomas O'Donnel à la Chambre de Commerce Internationale en juin. Enfin, M. Franklin K. Lane laissa deviner que derrière le conflit économique, le conflit politique était latent et pourrait d'un moment à l'autre surgir.

Et la France ? Elle possédait dans ses colonies d'importants gisements, dans les sociétés, d'importants capitaux. Elle n'avait par contre, ni outillage, ni techniciens. Chacun devait chercher à se la concilier.

Dix maisons y exerçaient le monopole du pétrole à l'abri de lois contraires à l'intérêt national pour le plus grand profit des étrangers vendeurs et d'elles-mêmes. La gabelle du pétrole handicapait l'industrie. Nul ne songea à exploiter les ressources pourtant abondantes. Il valait mieux faire travailler les étrangers.

Mais leur travail coûta cher. D'ailleurs, l'Angleterre avait tout fait pour conquérir chez nous raffineurs et banquiers. Elle avait partout placé ses titres et lancé ses prospecteurs. Elle avait troublé les changes et accaparé tous les capitalistes qui, selon le moi

de M. François Marsal, « vendaient la France à terme ». D'autre part, sa diplomatie était active.

Elle fait offrir au gouvernement français le 25 mars 1919 l'appui, c'est-à-dire plutôt le monopole de la Royal Dutch qui fut d'ailleurs accepté, moyennant de fictives garanties. La Convention de San Rémo donnait en 1920 à l'Angleterre le contrôle absolu de la production et de l'industrie française du pétrole.

Nous subîmes là une formidable défaite industrielle et les Américains avec nous; notre politique fut une politique de paresse, une politique de rentiers trop timides et timorés et non de Producteurs. Elle fut une abdication.

Il fallut bien faire connaître la situation à l'Amérique, qui pourtant nous offrait des avantages autrement importants que l'Angleterre, entre autres celui de l'égalité internationale. Tenant un juste milieu entre les concurrents, nous aurions pu, gagnant du temps, constituer par ce moyen un outillage et former des techniciens pour agir enfin pour notre compte.

Nous ne l'avons pas fait. Les conséquences d'une telle politique ? Pas d'industrie du pétrole, pas de nouveaux développements de l'industrie métallurgique (tuyauterie, pipelines, etc...), prix plus élevés du pétrole et du mazout; enfin, les Etats-Unis, rejetés peuvent nous refuser des crédits et les matières d'importation. Peut-être même, comme certains indices le font prévoir, s'uniront-ils économiquement à l'Allemagne.

Ce qu'il importe donc, c'est de ne pas choisir l'un

plutôt que l'autre de traiter l'un et l'autre également. L'Angleterre a trop d'intérêt dans la question pour nous arrêter ses envois et, d'ailleurs, nous aurions ceux de l'Amérique. Elle ne disposerait pas davantage du chantage au charbon et pour la même raison. Ainsi nous aurions et le combustible à bon marché et le temps de nous préparer un outillage humain et matériel. Mais, pour cela, il nous faudrait à nous aussi une élite et non pas des « bourgeois ».

Cette politique n'est pourtant pas du goût d'hommes comme M. Le Page, qui réclame le monopole de l'Etat, seul susceptible, à ses yeux, d'assurer notre indépendance politique vis-à-vis des grands trusts anglo-saxons. Cette différence de vues, quoique importante, ne porte pourtant que sur le moyen d'acheminement de notre politique. Pour lui, notre politique future et définitive, comme pour M. Delaisi, doit être une politique autonome et lui aussi préconise la création d'un outillage et la formation de techniciens. D'ailleurs, l'idée de M. Delaisi semble bien la meilleure, l'autre ayant fait avec le Commissariat des Essences et le lieutenant Bénard des preuves qui ne sont guère en sa faveur.

Le Pétrole et l'Azote sont d'importants programmes nationaux. D'autres ont une importance peut-être aussi grande. Il convient d'avoir une politique du Papier, une politique de la Houille blanche et bleue, une politique du Charbon, etc..., d'avoir, en un mot, *des* Politiques économiques, celles dont parle M. Darquet dans le premier numéro de *Producteur*.

CONCLUSION

Résumé, Critique et Résultats.

Pareille doctrine ne pouvait manquer de soulever louanges et blâmes en d'ardentes polémiques. Les plus connues sont celles de Monchrestien, Georges Valois, Maxime Leroy, G. Guy-Grand.

Résumons d'abord la doctrine. A sa base deux constatations : le fait que le souci de la protection l'emporte aujourd'hui sur celui de la répartition ; et la réalité sociale qu'est le mouvement général d'organisation.

Un mouvement qui se manifeste chez les patrons comme chez les producteurs, (C. G. P.), chez les ouvriers (C. G. T.), comme chez les agriculteurs (C.G.A., C.G.V.), chez les techniciens (U. S. T. I. C. A.), comme chez les intellectuels (C. T. I.). Ainsi s'organisent les diverses forces collectives plaçant à leur tête, dans des conseils directeurs, leurs élites respectives. Ces élites sont capables de voir plus loin que l'intérêt particulier des classes dont elles sont issues; elles peuvent distinguer l'intérêt général supérieur et commun, ce qui nous amène à l'idée de la collaboration des classes actuellement en marche et dont on peut voir les premiers symptômes dans les organismes d'interpénétration, tels que le C. E. T., les Compagnons de l'Intelligence, etc...

Ainsi placée, cette élite ne pourra manquer de com-

prendre son rôle de réorganisation et d'amélioration? Elle comprendra aussi la suprématie de la grande personnalité moderne du producteur, dont l'activité est à la base de toutes les autres et qui forme comme le pivot de la société actuelle.

Quel plan adoptera cette élite ? Ni le Libéralisme, ni le Corporatisme, ni même un Syndicalisme trop étroit comme celui d'aujourd'hui. Peut-être un compromis, mais avec beaucoup d'éléments nouveaux, en un mot une doctrine nouvelle, mais une doctrine où n'entre aucun parti pris social ou religieux ou politique, une doctrine de collaboration rationnelle entre producteurs, banquiers, main d'œuvre et techniciens.

Les producteurs « seront les chevilles ouvrières du nouvel édifice ».

Les banquiers, oui, mais pas ceux que nous connaissons. Des hommes guidés par des bureaux techniques d'information et d'appréciation, des Banques dispensatrices du crédit aux promoteurs d'idées nouvelles; de véritables banques d'affaires industrielles appartenant aux véritables propriétaires, aux épargnants enfin organisés et non plus aux ploutocrates.

Les techniciens, en des syndicats élargis, éclairés et consolidés. La main d'œuvre s'unissant à eux. La lutte des classes peut apparaître comme une « phase nécessaire » de l'évolution, mais ne saurait masquer cette autre nécessité qu'est la collaboration.

Ce qui sépare les classes, c'est l'injustice du privilège d'argent. Mais si le crédit est mis à la disposition du mérite des ouvriers comme des chefs d'en-

treprise, par la banque rénovée et les Bureaux Techniques, qui osera protester contre un privilège, désormais réservé à la seule valeur, qui ne sera, en somme, que justice et non plus effet d'un hasard aveugle. Là encore un problème des élites. D'ailleurs, cette réalisation est d'importance, trop grande pour n'en pas occasionner et conditionner d'autres, pour ne pas entraîner peu à peu vers l'assurance intégrale « source d'autonomie individuelle » et « génératrice de groupements collectifs », et aussi vers une réforme totale de l'enseignement actuel.

° La société de l'avenir ? « une fédération d'associations professionnelles qui négocieront entre elles de puissance à puissance l'accommodement de leurs différends réciproques ». Ces groupements et les individus posséderont.

Le seul fondement retenu du droit de propriété, la prescription est bien précaire. Ce droit ne peut être justifié que par « son utilité sociale », comme meilleur mode d'exploitation des richesses, mais ne doit être considéré que comme un « droit d'usage » de gestion, concédé par la société.

L'Héritage ? c'est plutôt son extension que réclament les néo saint-simoniens, mais une extension que certains assimilent à une limitation qui pourrait même aller jusqu'à la suppression.

En un mot, une réforme générale de la vie et des mœurs prenant son appui dans des « analyses sociales exactes. »

Pareille conception tient à la fois compte des faits

et des idées. Elle peut parfois emprunter au déterminisme absolu et au matérialisme historique, mais elle s'écarte en s'amplifiant, de l'une comme de l'autre. Le *Producteur* fait sien le mot de Bergson : « l'évolution est création ». Il fait à l'intelligence la place qu'elle mérite, contrairement à la plupart des grandes doctrines économiques. Sans elle, aucune entreprise possible. Elle est le facteur essentiel de toute création. S'efforçant de la redresser, il vante en elle l'invention, l'initiative, la liberté. A l'encontre du matérialisme, il nie l'importance exclusive des facteurs matériels. Il établit que l'intelligence, participant à la fois du capital et du travail, y trouve sa dignité, sa force, sa prépondérance. De là au déterminisme et au matérialisme il y a loin.

Au contraire, le néo saint-simonisme se rapproche d'autres doctrines entre lesquelles il jette comme un pont : le syndicalisme de classe et le corporatisme. Pour lui, l'un va trop vite, l'autre retarde. Mais à l'un il prend l'affinité qu'il maintient dans un syndicat élargi; à l'autre, il emprunte la solidarité qu'il installe au sommet de l'édifice social dans les organismes généraux d'interpénétration et de collaboration.

Il est également un compromis entre individualisme libéral et socialisme bureaucratique, et plus nettement encore. Le rôle qu'il assigne à l'individu vient d'être exposé avec l'exaltation des élites. Au socialisme, il prend la théorie de l'assurance généralisée; l'organisation du crédit, des bureaux techniques, l'importance des organisations professionnelles.

Dans cette construction, Monchrestien aperçoit beaucoup de points faibles, qu'il expose dans la *Journée Industrielle*, dans un article de première importance dont s'inspire le précédent résumé. Pour lui, l'unique, la grosse question, c'est de savoir si le *Producteur* est pour ou contre le régime capitaliste, tel qu'il fonctionne actuellement. Ce régime, à ses yeux, s'est montré singulièrement viable et n'a pas tant desservi l'initiative et l'intelligence en général.

Au contraire, l'organisation de bureaux techniques, véritables tribunaux du mérite intellectuel, ne pourra qu'enserrer l'intelligence entre des obstacles de toutes sortes. Par eux seront peut-être écartées les compétences et ralliées les médiocrités. Les jugements pourront être des jugements partiiaux de coterie et d'intrigues. De ces bureaux, nous en avons vu fonctionner pendant la guerre ! dit Montchrestien. — Peut-être, répond M. Darquet, mais ceux-là, des bureaucrates les dirigeaient. Les nôtres, au contraire, « seront des bureaux techniques, dirigés par des producteurs éprouvés, qu'assisteraient des techniciens ». Montchrestien reste néanmoins persuadé que les initiatives personnelles « s'épanouiront d'autant mieux qu'elles seront moins enserrées entre les lisières d'un système administratif ».

Le crédit sera naturellement fourni aux banques comme aujourd'hui, par ceux qui possèdent. En ramenant le droit de propriété à un simple droit de gestion, le néo saint-simonisme le mutile de bien des éléments essentiels. Le droit de gestion « se concilie avec la propriété absolue héréditaire, tout aussi bien

qu'avec la propriété individuelle et viagère, tout aussi bien qu'avec la propriété collective ? Quelle tendance couvre-t-il ? Individuelle ou collective ? Ni l'une ni l'autre, d'après M. Darquet. Pour lui, le plus farouche capitaliste « estime qu'aucun membre de sa famille ne possède le patrimoine « *jure abutendi* ». Il s'agit seulement d'entendre cette notion, d'organiser. La doctrine rejetant occupation et accession ne retient, avons-nous dit, que la prescription. Pas un mot sur le rôle joué par le travail, par l'épargne, par la « volonté de création et de conservation individuelle ». La question reste donc entière.

D'autre part, l'extension préconisée de l'assurance au tout-risque ne supprime-t-elle pas un fondement, une justification de la propriété privée ? Pour beaucoup de gens, le gain est légitimé par le risque couru. Si ce risque est annulé par l'assurance de l'avenir, il y a bien des chances pour que la collectivité mette la main sur une propriété que rien ne justifiera plus au point de vue individuel. A ce point de vue de la propriété privée, par le détour de l'assurance, la doctrine semble bien se rapprocher du socialisme ?

Par sa critique du patronat actuel, elle semble s'orienter dans la même voie. Elle ne retient que les individualités d'élite que sont les producteurs. La différence entre patron et producteur ? Le patron travaille avec son argent et dirige, tandis que le producteur n'est pas nécessairement capitaliste.

On arrive donc à vouloir conserver le chef d'entreprise, « par des raisons étrangères à l'argent ». Ne lui enlève-t-on pas par là même sa raison d'être,

comme le remarquent Maxime Leroy et G. Valois ? On a voulu établir le même rapprochement relativement aux vues de la doctrine sur l'héritage. Elle tend à en corriger l'injustice par une réorganisation adéquate du crédit et de l'assurance.

Cette généralisation aboutira en fin de compte, dit Montchrestien, à le limiter et à le supprimer. C'est fort possible, mais ce n'est pas le but poursuivi.

Ce but, c'est la suppression d'une inégalité et la mise en valeur des ressources individuelles par l'extension des effets de l'institution « dont les formes juridiques ne sont pas en question ».

« Il s'agit de tirer de la collectivité des ressources pour l'individu. Est-ce de l'individualisme ? est-ce du socialisme ? Ni l'un ni l'autre. C'est de la vie, non, une théorie ».

Le *Producteur* marque de la sympathie pour la forme syndicale d'organisation. Il s'intéresse au C. E. T., à l'U. S. T. I. C. A. qui, pour certains, sont des instruments de révolution. Pourquoi lui faire là-dessus une mauvaise querelle ? Si le syndicalisme a ses sympathies, du moins c'est aussi bien celui des patrons que celui des ouvriers. Puis, il faut constater qu'il fait œuvre de documentation vraiment impartiale; il ne néglige aucune des autres forces sociales. Mais il est conduit à reconnaître, comme la plus importante et la plus parfaite actuellement l'organisation syndicale. « Quand les forces corporatives auxquelles la *Journée Industrielle* prête une sympathique attention, existeront de même, nous en parlerons de même », déclare le *Producteur*.

Connaissant parfaitement la question sociale, comment croire qu'elle est un problème des élites, alors qu'elle concerne avant tout les masses ? Le système préconisé réussira peut-être à faire changer de classe des individualités exceptionnelles, mais les masses privées de leurs élites seront-elles moins intéressantes et moins dangereuses ? Le problème, là encore, ne subsistera-t-il pas entier ? Non, dira le *Producteur*, car la cause du danger c'est ce qu'il y a de choquant dans les inégalités actuelles. Si ce caractère disparaît, si la fortune devient la récompense et le moyen de réussite du mérite, de quoi se plaindraient les masses auxquelles désormais elle serait accessible. Le raisonnement peut paraître juste, mais plus loin on peut lire que réserver aux masses non favorisées, à la foule obscure et pauvre intellectuellement comme matériellement le « statu quo » du salariat est une énorme maladresse. « Comme excitation aux révolutionnaires, n'est-ce pas réussi ? Il n'y a pas mieux ! » Ce serait « l'inferral aveu » qu'exploiteraient « les forces de désordre ».

Mais le salariat repoussé, que leur offre-t-on aux masses ? Sur ce point, la doctrine a besoin de se préciser. Elle reconnaît, d'ailleurs, que si elle a étudié jusqu'à présent le seul problème des élites « c'est parce que c'est le premier à résoudre », le problème des masses viendra ensuite.

Toutes ces questions étaient, du reste, englobées dans la question générale posée au *Producteur* par la *Journée Industrielle* : « Etes-vous pour ou contre le régime capitaliste tel qu'il fonctionne au-

jourd'hui ? » La question était claire. La réponse le fut beaucoup moins et semble porter à côté, « Nous sommes encore plus capitalistes que vous, puisque nous augmentons la notion habituelle de capital, de celle du capital-réserve spirituel », Définition complète, certes, mais réponse bien indirecte. Une définition qui n'a rien à voir avec le régime capitaliste, « qui ne dépend pas ou fort peu du sens plus ou moins large qu'on donne au capital, mais est un harmonieux composé d'entreprise individuelle, soutenu par des moyens matériels qui résultent d'une concentration des ressources financières caractérisées par l'institution des dividendes rémunérateurs et dont le succès est réglé par les lois de la concurrence économique, soit intranationale, soit même internationale. « La définition donnée du capital ne répond donc pas à la question posée : « Est-on pour le maintien ou pour la suppression du régime capitaliste ».

Ce qu'on aperçoit nettement, en tout cas, c'est que le *Producteur* admet la distinction des classes, tout en souhaitant leur collaboration. Est-ce donc dans ce sens que se dirige la société ? M. G. Valois ne le croit pas. Pour lui, une telle collaboration qui s'effectuerait surtout au sommet entre dirigeants, ne serait guère qu'un inavouable moyen de gouvernement, l'assujettissement des masses à une nouvelle aristocratie, la consolidation de « ce fait qu'une immense armée de travailleurs peut être manœuvrée par une ploutocratie assez habile pour cir-

convenir, tromper ou corrompre la douzaine d'hommes qui en constituent l'état-major apparent ou occulte ». Pour M. Valois, il y a dans la doctrine néo saint-simonienne un véritable essai d'organisation légale de cette ploutocratie. Dans un avis qu'il adresse « aux intellectuels de la C. T. I., aux industriels et aux commerçants de la C. G. P. », et que publiait l'*Action Française* du 31 janvier 1921, il expose ses raisons, jugeant le moment venu de « dénoncer l'intrigue ».

La tentative, loin d'être nouvelle, est celle d'hommes d'Etat comme Loucheur pour domestiquer la C. G. T., tentative devant fatalement avorter.

On a voulu ensuite rapprocher patrons et ouvriers par l'intermédiaire des techniciens; nouvel échec.

Aujourd'hui, on se rabat sur les intellectuels. Aux ouvriers on vante l'union avec ceux-ci. Même raisonnement pour les intellectuels contre l'argent; on leur offre un rôle de médiateurs. Aux yeux des patrons, on fait miroiter l'intérêt qu'ils auraient à la collaboration. A chacun un raisonnement différent, et qui risque de porter, et tout cela au profit de « quelques gros messieurs de l'industrie et de la finance ». Il s'agit d'arrêter l'organisation professionnelle. Ne pouvant l'enrayer, ils tentent de la canaliser et la réduire à l'impuissance.

A quoi aboutirait cette tentative de collaboration factice ? « A une extension de l'agitation à des milieux qui, jusqu'ici, ne l'avaient subie qu'individuellement, mais l'effort qui porte la nation vers une forte organisation n'en serait pas moins détourné de sa voie et gaspillé » au profit de la finance.

Aucune de ces prédictions pessimistes ne s'est jusqu'ici réalisée. Depuis le mois de janvier 1921, où M. Valois écrivait cette âpre critique, les vues du *Producteur* se sont précisées et affirmées dans un bel article de M. Darquet sur le Syndicalisme des Epargnants, qui semble une excellente réponse à cette idée que la doctrine travaillait au service de la finance. En tout cas, il est exagéré de nier, aussi catégoriquement que le fait parfois M. G. Valois, certaines réalités sociales qui constituent autant de symptômes. On risque ainsi de tomber parfois dans une polémique que ne bride plus aucune retenue. Jusqu'à meilleure preuve du contraire, l'effort du *Producteur* apparaît comme véritablement honnête, original et désintéressé.

D'après M. Leroy, ce que les faits établissent journellement, ce sont des liaisons collectives. Au contraire, le *Producteur*, « avec sa cohorte de banquiers et d'assureurs en flanc-garde de ses théoriciens », recherche des liaisons individuelles entre les intérêts et les groupements. Cette critique portera-t-elle mieux? C'est peut-être là notre méthode, répond M. Darquet, nous faisons intervenir ces liaisons individuelles, mais c'est en « veillant à ce que nos dénombrements soient complets — et nous y arrivons par des analyses que nous croyons exactes — que nous avons conscience de préparer les liaisons collectives », que vous espérez et constatez; c'est en faisant entrer en jeu les Producteurs, véritable classe et nécessité sociale que vous négligez.

Les écrivains de l'*Action Française*, MM. Valois et Coquelle, par exemple, voient dans la notion du Producteur telle qu'elle est envisagée ici un emprunt fait à leurs exposés. Il est vrai, en effet — et M. Darquet l'indique expressément — que les sources englobent parfois G. Valois. Quoiqu'il en soit, une différence subsiste, énorme, entre leurs deux écoles. Le néo saint-simonisme élargit le rôle du Producteur jusqu'à la politique, alors qu'au contraire M. Valois le confine dans l'économique ? Il nie l'exemple de Krassine avec Lénine, de Hoover avec Wilson. D'après lui, ce ne sont là que de simples conseillers techniques de l'homme politique, et non de véritables dictateurs économiques.

En le trouvant presque désintéressé, « le Producteur n'est-il pas dans l'erreur ? Si le grand chef d'entreprise est appelé à un pouvoir dans l'état » quoi qu'il fasse, il est tenté de subordonner les idées aux affaires ; quand il prévoit, c'est non pas en fonction de l'intérêt national, mais presque toujours en fonction de l'ensemble de ses affaires propres. Plus ses conceptions d'affaires sont larges, plus il risque d'avoir des vues nationales étroites. Cette opinion n'est-elle pas, elle aussi, étroite ? Krassine ne voyait-il pas l'intérêt général ? Hoover négligeait-il celui de son pays ? Peut-être, dira M. Leroy ; mais « qui fera le départ entre le patron ordinaire et le Producteur, et qui désignera celui qui devra participer à la gestion des services publics ? D'autre part, aurions-nous avantage à rendre plus puissants encore des individus que leurs appétits de puissance et de richesse ne

rendent dangereux que parce qu'ils revendiquent des privilèges spéciaux ? »

Nous voici à la politique et avec elle à l'idéologie », à la Patrie et à la Religion. « Et la France ? et la guerre ? » demande avec anxiété M. G. Valois. Sa grande leçon ne vous a donc pas profité. « Dans votre long programme, si plein par ailleurs, il n'y a pas une pensée, pas une ligne qui soit pour la France; pas une ligne où s'exprime l'esprit qui nous vient de présent » aux blessures de la guerre, pas une pensée, pas une ligne où s'exprime l'esprit qui nous vient de la guerre ! » Qui néglige ses valeurs oublie beaucoup et c'est ce que vous faites. Et le *Producteur* : « Nous ne saurions répondre que d'une manière détournée, par des mots tels que charbon, engrais, houille blanche, crédit, bureau d'organisation, culture technique, culture générale. » Et nos soldats ? et l'armée ? tout cela n'est-il rien ? Ou encore : « Ignorez-vous qu'il y a liaison étroite entre la politique intérieure et le mouvement des colis postaux et l'extraction du charbon ? »

M. Darquet distingue, il est vrai — et comme nous l'avons déjà remarqué — l'« Etat » d'avec son « Bureau Technique », autrement dit, le gouvernement d'avec la Représentation nationale. Au premier, la mission politique proprement dite : défense nationale au dehors, arbitrage des partis au dedans. A la seconde de défendre les intérêts économiques et d'organiser l'outillage national. Ainsi, loin de nier ou de négliger la politique, la doctrine en comprend la nécessité, mais la croit « postulée par l'ordre économique

qui importe d'abord et dont le dessin précis commandera les traits de cette politique ultérieure ».

« L'ère purement politique n'est pas révolue, objecte M. Guy-Grand ; l'ère purement économique n'est pas ouverte. » On ne résout pas un problème social en ne se souciant que des facteurs matériels, « autant prétendre, suivant le mot du poète, qu'on a trouvé le secret des larmes quand on les a résolues en leurs éléments chimiques : eau, sel, soude, mucus et phosphates de chaux ». Il faut, au-dessus de toute entreprise d'étude sociale, impartiale et soucieuse de vérité, tenir compte aussi des facteurs sentimentaux. C'est chose faite depuis qu'en lui prêtant l'hospitalité de ses colonnes, le *Producteur* a pour ainsi dire fait siennes les idées qu'exprima Jean Brunhes dans son article sur « les Cohésions Humaines ».

Ce n'est pourtant pas que M. G. Guy Grand trouve mauvaise la méthode suivie. Il l'expose ainsi, à propos de l'article de Delaisi. « Par une analyse extrêmement ingénieuse et exacte, M. Delaisi montre comment, d'une invention technique, naissent successivement les grands problèmes commerciaux, financiers, militaires, diplomatiques, politiques, sociaux et moraux. On obtiendra ainsi des coupes de la vie sociale actuelle qui permettront d'en saisir la structure. Mais, à procéder ainsi on ne connaît encore les problèmes que du dehors ; on étudie les questions politiques comme des choses mortes soumises au déterminisme le plus rigoureux. Il reste à savoir comment, dans le présent, l'action vivante, l'individu réagira, et s'il aura raison ou tort d'agir comme il le fait ». Nous

sommes ici dans le domaine de la psychologie. « Cette psychologie et aussi avec elle l' « idéologie », l'abstraction, les « opinions », le « verbalisme » ne sont pas négligés. Mais alors « si on les tient pour fondamentales, qu'on ne se donne pas la trop facile élégance de paraître les dédaigner. »

Pour M. G. Guy-Grand, les Néo Saint-Simoniens restant étrangers à la politique, n'étant animés par aucune foi nouvelle ou ancienne « ne feront rien s'ils ne sont pas conduits par quelque grande et brûlante idée », s'ils n'ont pas une mystique. La réponse de M. Darquet est à citer : « Toute mystique repose sur le consentement de l'esprit; sans l'adhésion intellectuelle préalable, aucune mystique ne sera jamais créée. Et quel est donc, dans ces conditions, le travail présent du *Producteur*, si ce n'est de grouper les hommes qui adhèrent intellectuellement à un programme de réalisations basé sur des analyses qui ont elles-mêmes forcé l'adhésion de notre intelligence ».

Quelle que soit la portée de ces opinions, on pouvait lire dans la *Revue Critique*, dès le 10 juillet 1920 : « Voici une revue nouvelle, singulière et qui, chose rare, ne fait double emploi avec aucune autre. » Elle s'annonce pleine « de vues pénétrantes, d'idées neuves, hardies et fécondes. »

Dans les *Etudes*, en août 1922, Henry du Passage remarquait : « Il reste heureux qu'on propage le goût des programmes, des analyses exactes et des inventaires détaillés. Il est souhaitable qu'on montre le rôle véritable que peuvent remplir les personnalités

puissantes, épaulées et contrôlées par un syndicalisme organisé ».

M. Leroy écrivait : « Il faut signaler avec sympathie cette entreprise. Nous devons aimer ceux qui se concertent autour d'idées qui sont belles, même si elles ne répondent pas à nos doctrines ou à nos partis. »

Si les critiques n'avaient pas été épargnées à l'entreprise, par cela même, et surtout par sa valeur propre, elle ne pouvait manquer d'attirer l'attention. Aujourd'hui, faisant le bilan d'un laborieux effort de trois ans, le *Producteur* relève, parmi ses réussites essentielles, l'écho provoqué par ses campagnes en faveur du crédit intellectuel, de la représentation des intérêts et aussi d'une politique de l'Azote et une politique du pétrole.

Œuvre de F. Delaisi, la campagne du pétrole est la première en date. Le mieux est de laisser sur ce point la parole à M. Darquet lui-même : « L'ingéniosité de ses hypothèses (de M. F. Delaisi), son flair d'artilleur devant les complexités les plus caractéristiques de la cocasserie parfois tragique du monde moderne, la fermeté imprévue de ses inductions, enfin un talent d'écrivain qui, de mornes documentations et d'illISIBLES statistiques, tire des effets à faire dresser sur leurs têtes ce qui reste de cheveux aux lecteurs de M. Paul Bourget, tout cela, aujourd'hui de notoriété publique, classe Delaisi comme grand observateur social. Quand son enquête fameuse sur le problème du pétrole parut ici, ce fut un effarement dans Paris.

Comment ? des procédés littéraires de cette valeur appliqués à la vie d'une matière première. Une matière première élevée à la dignité de sujet dramatique ! Toute une humanité en effervescence, non plus pour Dieu, l'ambition, l'amour ou les idées, mais pour une chose misérable et malpropre, qui est l'affaire des industriels et des marchands, des chauffeurs et des ménagères ! C'était la première entreprise du genre. Les problèmes économiques rentrèrent enfin dans la littérature du grand public...

Aussi l'étude de Delaisi suscita-t-elle une floraison inouïe d'études imitatives; grande presse et librairie servirent à leur clientèle le genre qui venait d'être mis à la mode... Or, l'ouvrage de Delaisi n'apportait rien d'autre que ce que le *Producteur* avait réclamé dès son premier numéro, c'est-à-dire une connaissance économique exposée littérairement.

« Car nous n'avions d'autre prétention que celle de travailler à réformer dans le public ou dans l'élite l'intelligence politique. Jusque là, on ne parlait jamais que de politique étrangère ou intérieure; de politique religieuse, nationale, nationaliste, radicale ou pacifiste... La politique du pétrole, la politique de l'azote, la politique du charbon entraînant derrière elles la politique de l'Energie, des Industries, des Transports, du Crédit — quelle révolution ! Aussi ne manqua-t-on pas de nous tomber dessus à bras raccourcis. C'est dans l'ordre : on ne put mettre en doute sérieusement notre désintéressement. On essaya bien. Mais la revue, en s'ouvrant sans crier gare aux contradicteurs de Delaisi, montra qu'elle était joyeuse-

ment impartiale et ne cherchait qu'à mettre en présence les thèses opposées. Il en fut toujours ainsi par la suite. Notre méthode a été constamment d'instituer des tournois, d'y appeler les compétences les plus qualifiées, de faire durer la contradiction jusqu'à épuisement et de laisser le public essoufflé choisir son vainqueur.

« ... Les mêmes observations s'appliqueraient à tous nos grands programmes, elles s'appliquent à notre campagne pour l'azote qui marqua la seconde réussite importante du *Producteur*. Le *Producteur* avait voulu faire comprendre à l'élite que le problème de l'azote était essentiel pour la France. C'est chose faite aujourd'hui. Les travaux contradictoires de M. G. Patart et de M. F. Gros ont précédé ceux de la Société des Ingénieurs Civils ; ici et là, même méthode. Les démarches intellectuelles de nos deux collaborateurs ont réglé les conférences de la rue Blanche. Ces jours-là, constamment citée, notre Revue fut à l'honneur.

« Troisième réussite : le crédit intellectuel. Parce que Saint-Simoniens et participant à l'organisation des intellectuels, nous avons posé le problème, mais sans prétendre le résoudre. La discussion fut ouverte et fournit à la Presse, aux grands quotidiens et aux revues, aux caricaturistes et même aux collaborateurs irréguliers du *Producteur*, le sujet, non pas du jour, ni du mois, mais du trimestre. Or, des universitaires travaillaient par ailleurs modestement, infatigablement à édifier une maison où la haute culture put trouver asile. Les deux efforts s'étant rencontrés, le plus

restreint fixa le plus vaste, lequel fertilisa l'autre. Et nous vîmes sous nos yeux naître les *Presses Universitaires de France*, premier organisme vivant du crédit intellectuel, qui soyez-en sûrs, se développera, évoluera, engendrera...

« Je viens enfin à notre réussite la plus inattendue. Le *Producteur* de juillet 1921 publiait une étude un peu narquoise de ton, fort sérieuse d'intention et de conclusion grave où, parti de l'analyse de la Ploutocratie, j'aboutissais à réclamer une organisation syndicale des épargnants... Deux analyses parallèles — du citoyen qui épargne et des syndicalismes actuellement constitués ou en formation — se rencontrèrent bien avant l'infini et me conduisirent assez aisément à écrire :

« 1° Il faut que le syndicalisme du citoyen s'organise tout d'abord sur le plan de l'Épargne ; autrement dit que soit constitué le syndicalisme des épargnants :

« 2° Les épargnants ayant pris conscience de leur communauté d'intérêt et créé leurs cadres syndicaux disposeraient de l'épargne ; le financier ne serait plus alors qu'un simple technicien, heureux de se mettre à leur service ; et comme les épargnants sont tous les citoyens, comme l'ensemble des épargnants n'est autre chose que le pays lui-même, l'épargne serait directement à la disposition du pays et ainsi s'évanouirait la ploutocratie. Comme c'est simple !

« Or, si tout citoyen est consommateur et épargnant, il est toujours de plus ouvrier, ou technicien, ou intellectuel, ou chef d'entreprise. Si donc les citoyens veulent être garantis contre les risques sociaux, ne

devront-ils pas constituer leurs divers syndicalismes, afin d'avoir auprès de l'Etat leurs représentants enfin compétents, mandatés et à visage découvert.

« C'est pourquoi le *Producteur* préconisa la représentation franche et ouverte des intérêts. Aujourd'hui, l'absurdité d'une représentation doctrinale, c'est-à-dire parlementaire, éclate à tous les yeux. Nous proposons de la détruire provisoirement pour instituer à sa place la représentation des intérêts syndiqués. Le *Producteur* en a notifié l'avertissement dès l'été de l'an 1922 dans une série d'articles intitulés : *De la séparation de la politique et de l'Etat* ».

Ne voyons-nous pas, en effet, les formules que le *Producteur* fut un des premiers à répandre, reprises aujourd'hui en sens divers, notamment par Henry de Jouvenel, par le parti Republicain démocratique et social, enfin, par le Comité des Etats-Généraux ?

Déjà l'œuvre accomplie est importante, les Néo Saint-Simoniens peuvent regarder l'avenir avec confiance.

TABLE DES MATIÈRES

I. INTRODUCTION

Le Producteur et ses origines

1° Circonstances de formation de la doctrine.	5
2° <i>Le Producteur</i> :	8
Les Hommes.	
L'Œuvre.	
Le souci dominant est celui de la production.	
3° Saint-Simonisme et néo-Saint-Simonisme.	12
4° Les Sources : Pascal, Comte, G. Sorel, Maurras, Bergson, Delaisi, Bédier, etc...	
5° La Méthode : H. Poincaré, H. Bergson..	14

II. LES FORCES INDIVIDUELLES

1° Le rôle de l'individu et de la collectivité dans la création littéraire et dans la création industrielle. Les éléments de ces deux sortes de création	15
2° Les torts et les chances de l'intelligence...	22
3° L'Œuvre à accomplir : Le Producteur...	25
4° Les moyens de progrès et de conservation.	29

TABLE DES MATIÈRES

a) Le crédit	29
c) La transmission des connaissances..	37
L'enseignement secondaire (humanités, philosophie, sciences).	
L'enseignement primaire.	
L'enseignement supérieur.	
Le Livre ; la Presse.	

III. LES FORCES COLLECTIVES

1° Différence entre forces sociales et forces historiques ou géographiques	51
2° Conception néo-saint-simonienne de : richesse, fortune, capital, épargne, crédit, outillage, héritage.....	55
3° L'Épargne	63
La ploutocratie.	
Le syndicalisme des épargnants.	
4° Les Intellectuels et la C. T. I.....	68
Forces corporatives.	
Forces syndicales. Historique et développement.	
6° Les Consommateurs	81

IV. LES TENDANCES ACTUELLES DES FORCES SOCIALES

1° L'affinité et la solidarité.....	85
2° L'organisation syndicale et les milieux où elle s'exerce	87

TABLE DES MATIÈRES

3° Son double but. Organismes correspondants:	88
Satisfaction d'intérêts immédiats.	
Satisfaction d'intérêts supérieurs généraux.	
4° L'interpénétration au sommet : le Bureau technique et l'Etat	92
5° La représentation des intérêts	94
6° Les grands programmes nationaux : azote, pétrole	97

V. CONCLUSION :

Résumé. Critique. Résultats.

1° Résumé	107
2° Doctrines auxquelles s'apparente le néo- <i>saint-simonisme</i>	109
3° Critique	111
a) L'organisation du crédit et le bureau technique.	
b) Le droit de propriété, l'assurance, l'héritage.	
c) Les producteurs séparés des patrons.	
d) Les sympathies pour le syndicalisme.	
e) Le problème des élites.	
f) Pour ou contre le capitalisme.	
g) La collaboration des classes.	
h) Le rôle du producteur.	
i) Les producteurs et la politique.	
j) Facteurs matériels et facteurs politi- ques et sentimentaux.	

TABLE DES MATIÈRES

4° Les résultats	122
Le pétrole.	
L'azote.	
Le crédit intellectuel.	
La représentation des intérêts.	

Vu : *Le Doyen,*
H. BERTHELEMY.

Vu : *Le Président de la thèse.*
GERMAIN MARTIN.

Vu et Permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris.

P. APPELL.

